

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2585

17 octobre 2013

SOMMAIRE

2-Pak Resources Investments S.à r.l.	124040	BSI Europe S.A.	124078
Adenium Foresight VCT (Lux) 1 S.à r.l.	124040	Canvest Corporation	124034
A. Depluvrez & Cie	124034	Careland Luxco 1 S.à r.l.	124078
Alimentation Floris S.à r.l.	124067	C Capital S.à r.l.	124078
ALS Holdings (International)	124068	C Capital S.à r.l.	124078
Annea Properties S.à r.l.	124066	Eagle Invest S.A.	124079
Anthemis Group S.A.	124076	E.C. S.A.	124079
APL Consult S.à r.l.	124076	Edgar S.A.	124079
Apollinaire S.A.	124068	EM-Jot S.à r.l. SPF	124080
April Investments S.A.	124067	European Estate Bureaux S.A.	124080
Arbor-Vita S.à r.l.	124068	European Estate Bureaux S.A.	124080
ATTELA Luxembourg S.A.	124068	European Sugar Holdings S.à r.l.	124079
AudienceScience (Luxembourg) GmbH ..	124077	Européenne de Real Estates S.A.	124079
Ballainvilliers PPP S.à r.l.	124069	Finsign S.A.	124080
Bartola S.A.	124069	Flex Multimedia Invest S.A.	124079
Bartola S.A.	124077	GSCP VI Parallel North Holdings S.à r.l.	124051
Bartola S.A.	124077	Highlander International (Luxembourg) S.à r.l.	124048
Baumann & Partners S.A.	124070	Lucas Group S.A.	124047
BCD Travel Luxembourg S.A.	124075	Nice Living	124041
BE International Equities S.A., SICAV-SIF	124070	Parma Investments S.A.	124052
Belval Plaza Holding S.A.	124075	QCP GCO Investments II-A S.à r.l.	124051
Belval Plaza I Mall S.à r.l.	124075	RITS Luxembourg s.à r.l.	124038
Bendler Investments S. à r.l.	124076	Sasori	124046
Bergamia S.à r.l.	124078	Weinberg Real Estate OPCI Holding S.à r.l.	124046
Bimeda Finance S.à r.l.	124069	Wintr S.à r.l.	124075
Bio-Consult GmbH	124076	World Courier Group S.à r.l.	124046
Blake S.à r.l.	124078	Wychbury (Luxembourg) S.à r.l.	124075
Blue Green & BurgGolf Ventures S.A. ..	124076	YAPITAL Financial A.G.	124052
Bluespace Holding Sàrl	124077	Yoseom s.à r.l.	124034
Bonanza Holding S.à r.l.	124075	Zytron Investments S.A., SPF	124034
BRE/GH II Dresden V Manager S. à r.l. ..	124077		

Canvest Corporation, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 119.862.

—
Extrait des décisions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 26 Août 2013

1. M. Said El-Khoury a démissionné de son mandat de gérant avec effet immédiat.

2. M. Wael-Khoury, né à Ras Beirut, Liban, le 17 juillet 1961, demeurant professionnellement à Sursok Street, Sabbagh & Khoury Building (4th floor), Beirut, Lebanon, a été nommé comme gérant avec effet au 26 Août 2013 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année: 2014.

3. Le mandat de gérant de Monsieur Dennis BOSJE, demeurant à 3, Rue Boxepull, L-8447 Steinfort, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014.

4. Le mandat de gérant de Monsieur Ali Mohammed AL-RADWAN, demeurant à 56, Khaldiya Street, KWT - Khaldiya, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014.

5. Le mandat de gérant de Monsieur Dirar Y.A. ALGHANIM, demeurant à 2, Street 4, KWT -Qurtuba, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014.

6. Le mandat de gérant de Monsieur Hasan Ali Hasan AL-IBRAHIM, demeurant à 2, Ras Salmijah Area, Al-Taawon Street, KWT – Al-Marzooq Pearl, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014.

7. Le mandat de gérant de Monsieur Hani A. FARIS, demeurant à 825, Hoghland Drive, CDN – V7S 2G6 West Vancouver, B.C., a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 Août 2013.

Pour CANVEST CORPORATION

United International Management S.A.

Référence de publication: 2013122907/26.

(130149350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Zytron Investments S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 29.945.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Référence de publication: 2013123443/10.

(130149412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Yoseom s.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. A. Depluvrez & Cie).

Siège social: L-7258 Helmsange, 2, rue des Pommiers.

R.C.S. Luxembourg B 176.052.

—
L'an deux mille treize, le trente juillet.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

Monsieur Sébastien BARBUSCA, programmeur-analyste, né à Mons (Belgique) le 17 août 1973, demeurant à DIFC, Gate Village, Building No. 4, Level 4 P.O. Box 506504, Dubai, Emirats Arabes Unis,

détenteur de dix-neuf (19) parts sociales de commanditaire,

ici représenté aux fins des présentes par Monsieur Alain DEPLUVREZ, programmeur-analyste, demeurant à Helmsange,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 24 juillet 2013, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, agissant en sa qualité de seul associé de la société en commandite simple "A. Depluvrez & Cie" (numéro d'identité 2013 21 00 218), avec siège social à L-7258 Helmsange, 2, rue des Pommiers, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 176.052, constituée en Belgique en date du 24 décembre 1999, transférée au Grand-Duché de Luxembourg

suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue pardevant le notaire Christophe VAN DEN BROECK, de résidence à Huy (Belgique) en date du 28 décembre 2012, entérinée par une seconde assemblée générale extraordinaire des associés sous seing privé datée du 20 mars 2013 et dont les statuts actuels dont été publiés au Mémorial C, numéro 1156 du 16 mai 2013,

a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé décide de transformer la société en commandite simple "A. Depluvrez & Cie" en une société à responsabilité limitée, et ce avec effet à ce jour.

La société aura désormais la dénomination suivante: «YOSEOM s. à r.l.».

Deuxième résolution

L'associé décide de réduire le capital social de six mille cinq cents euros (€ 6.500.-) pour le ramener de son montant actuel de dix-neuf mille euros (€ 19.000.-) à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), par la dispense faite à l'associé de libérer la partie du capital social actuellement non libérée, à savoir six mille cinq cents euros (€ 6.500.-) et de remplacer les dix-neuf (19) parts sociales de commanditaire existantes par dix-neuf (19) parts sociales, sans désignation de valeur nominale.

Les dix-neuf (19) parts sociales appartiennent pour la totalité à Monsieur Sébastien BARBUSCA, préqualifié.

La prédite transformation en société à responsabilité limitée n'entraînera pas création d'un être moral nouveau et c'est toujours la même société qui sous la même personnalité juridique mais sous une autre forme, continuera d'exister entre le ou les propriétaires des parts sociales de la société à responsabilité limitée et tous ceux qui pourront devenir associés par la suite.

L'évaluation de la société en commandite simple «A. Depluvrez & Cie» résulte d'un rapport daté du 23 juillet 2013, basé sur les comptes de la société arrêtés au 30 juin 2013 et établi par la société «INTERNATIONAL TAX CONSULT BVBA» à B-8792 Waregem, Opstalstraat, 68, c/o Monsieur Jan VANDEN ABEELE, expert-comptable et contresigné par le gérant Monsieur Alain DEPLUVREZ, préqualifié.

Ledit rapport, après avoir été paraphé ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistré avec celui-ci.

Troisième résolution

L'associé décide d'accepter la démission de Monsieur Alain DEPLUVREZ comme gérant de la société et de lui accorder décharge pleine et entière de sa fonction jusqu'à ce jour.

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite Monsieur Sébastien BARBUSCA, préqualifié, seul associé de la société "YOSEOM s. à r.l.", a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'établir les statuts de la société à responsabilité limitée "YOSEOM s. à r.l." comme suit:

«Titre I^{er} . Raison sociale, Objet, Durée, Siège

Art. 1^{er} . Il existe, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, le travail informatique, le développement de programmes informatiques, l'achat-vente-location de matériel informatique et bureautique, la télécommunication, la radiocommunication, les cours, conférences, congrès, séminaires, réunions ayant trait aux technologies de l'information, le traitement ou retouche informatique d'images et autres supports visuels ou audio-visuels sous toutes technicités ainsi que toutes les activités connexes.

La société a également pour objet l'étude, l'analyse, le conseil, la consultation, l'expertise, la coordination ou la gestion de projets, l'ingénierie et toutes prestations de services dans le cadre des activités prédécrites, notamment la promotion des technologies de l'information et des communications dans le domaine des transports (routiers, aériens, ferroviaires, maritimes) ainsi que dans l'industrie du voyage et du tourisme.

L'énumération qui précède n'a rien de limitatif et doit être interprétée dans son sens le plus large.

La société a également pour objet:

- l'exploitation de la propriété intellectuelle;
- la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre

manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés accessoires ou affiliées.

La société peut avoir un établissement commercial ouvert au public.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

Elle peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet ainsi que prêter son concours ou s'intéresser par voie d'apport, de souscription, de cession, de participation, de fusion, d'intervention financière ou autres dans toutes sociétés, associations ou entreprises tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, ayant un objet similaire ou connexe au sien ou susceptible de favoriser le développement de ses activités.

La société peut également exercer les fonctions d'administrateur ou de liquidateur dans d'autres sociétés.

Art. 3. La société prend la dénomination de "YOSEOM s.à r.l."

Art. 4. Le siège social est établi à Helmsange.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. Capital social, Apports, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par dix-neuf (19) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 12. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre IV. Décisions et Assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V. Exercice social, Inventaires, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Titre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.»

Deuxième résolution

L'associé unique décide de nommer comme gérants de la société pour une durée indéterminée:

- a) Monsieur Sébastien BARBUSCA, préqualifié;
- b) Monsieur Alain DEPLUVREZ, programmeur-analyste, né à Mons (Belgique) le 9 août 1972, demeurant à L-7258 Helmsange, 2, rue des Pommiers.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de chaque gérant.

Disposition transitoire

La première année sociale se terminera le 31 décembre 2013.

Evaluation des frais

Les dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison des présentes, sont évalués approximativement à mille deux cents euros (€ 1.200.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire du comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: DEPLUVREZ, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 7 août 2013. Relation: CAP/2013/3060. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 27 août 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013123465/180.

(130149066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

RITS Luxembourg s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 179.788.

—
STATUTS

L'an deux mille treize, le trente et un juillet.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

Monsieur Vincent SANCINITO, indépendant, né à Auvelais (Belgique) le 31 août 1975, demeurant à B-5190 Jemeppe-sur-Sambre, rue Léopold Lenoble, 43.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il va constituer.

Titre I^{er}. Raison sociale, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet:

- la prestation de représentant commercial de société et de services commerciaux, d'agent commercial ainsi que la représentation commerciale exclusive ou non de produits ou matériaux et de services destinés à l'importation et/ou à l'exportation;

- l'activité d'agence en communication et de publicité;

- l'activité d'organisation événementielle privée et publique;

- l'activité de conseil et d'étude en matière de communication et de vente.

Elle peut s'intéresser par voie d'association, d'apport, de fusion, d'intervention financière ou autrement dans toutes autres sociétés, associations ou entreprises dont l'objet social est de nature à constituer pour elle une source de débouchés.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui se rapportent à son objet social et qui en facilitent la réalisation.

Au cas où la prestation de certains actes serait soumise à des conditions préalables d'accès à la profession, la société subordonnera son action, en ce qui concerne la prestation de ces actes, à la réalisation de ces conditions.

La société a aussi pour objet la représentation de sociétés commerciales, industrielles, civiles et financières, tant étrangères que grand-ducales.

La société a encore pour objet tous actes, transactions et toutes opérations généralement quelconques de nature mobilière, immobilière, civile, commerciale et financière, se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou à tous objets similaires susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.

La société pourra en outre accomplir pour des besoins personnels le commerce de titres de toutes sortes et toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobilière ou mobilière.

La société a également pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra emprunter et prêter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

Toutes les activités liées à son objet pourront se faire tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société prend la dénomination de "RITS Luxembourg s.à r.l.".

Art. 4. Le siège social est établi à Windhof.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. Capital social, Apports, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (€ 1.-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables ad nutum par l'assemblée générale des associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'assemblée générale.

Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 13. L'assemblée générale annuelle aura lieu le premier lundi du mois de juin de chaque exercice.

Si cette date est un jour férié légal, l'assemblée aura lieu le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 14. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 15. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 16. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 17. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sont toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Vincent SANCINITO, préqualifié.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à mille euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant ci-avant désigné, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1.- Monsieur Nicolas RITSINAS, employé, né à Charleroi (Belgique) le 30 septembre 1974, demeurant à B-6950 Nasogne, rue de Marche, 34 est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.

2.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique.

3.- Le siège social est établi à L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie.

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: SANCINITO, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 8 août 2013. Relation: CAP/2013/3076. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 27 août 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013123455/134.

(130148939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

2-Pak Resources Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 169.112.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28. Août 2013.

Référence de publication: 2013123444/10.

(130149426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Adenium Foresight VCT (Lux) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 120.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 161.391.

Extrait des résolutions des associés de la Société

Il résulte des décisions prises par les associés de la Société en date du 22 août 2013 qui ont été acceptées:

- la démission de M. Stephen Burnett en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 19 août 2013;

- la nomination de Mme. Pamela Valasuo, née le 26 mai 1975 à Borga Ik, Finlande, résidant professionnellement à 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg en tant que gérant de catégorie B de la Société jusqu'au 31 mai 2015 avec effet au 19 août 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013123486/18.

(130150441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Nice Living, Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 144.807.

L'an deux mille treize, le six août.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "NICE LIVING" (numéro d'identité 2009 24 03 425), avec siège social à L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 144.807, constituée suivant acte reçu par le notaire Emile SCHLESSER, de résidence à Luxembourg, en date du 27 janvier 2009, publié au Mémorial C, numéro 576 du 17 mars 2009 et dont les statuts ont été modifiés à différentes reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire Roger ARRENSDORFF, de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 26 mars 2010, publié au Mémorial C, numéro 1571 du 2 août 2010.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique).

Le Président désigne comme secrétaire Madame Sandy HAMES, employée privée, demeurant à Reckange-sur-Mess.

L'assemblée désigne comme scrutatrice Madame Cathy DAUBREMONT, employée privée, demeurant à Villerupt (France).

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- Transfert du siège social à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains, avec effet au 5 août 2013.

2.- Refonte des statuts de la société.

3.- Administrateur - commissaire aux comptes.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III.- Tous les actionnaires étant présents ou représentés, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège de la société à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains, avec effet au 5 août 2013.

Deuxième résolution

Afin de tenir compte de la résolution qui précède et d'adapter les statuts aux dispositions légales en vigueur, l'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts qui auront désormais la teneur suivante:

"Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Objet Durée

Art. 1^{er} . Il existe une société anonyme, sous la dénomination de «NICE LIVING».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Strassen.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, ou en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

La décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet la participation, dans le capital de différentes sociétés ainsi que la gestion des sociétés étant en majorité des sociétés de participations financières, ainsi que les conseils relatifs aux affaires de gestion.

La société a encore pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoise ou étrangères, et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts.

La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toutes entreprises industrielles ou commerciales et pourra prêter son assistance à pareilles entreprises au moyen de prêts, de garanties et autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La société pourra réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

La société pourra également exercer les fonctions d'administrateur dans des sociétés tierces.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet et de son but.

La société aura également comme objet la prestation de consultance.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à quatre cent quatre-vingt-seize mille euros (€ 496.000.-), représenté par mille six cents (1.600) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (€ 310.-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix du propriétaire, à l'exception des actions pour lesquelles la loi prévoit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

En cas d'augmentation du capital social, des droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

En cas de démembrement de la propriété des actions, l'exercice de l'ensemble des droits sociaux, et en particulier le droit de vote aux assemblées générales, est réservé aux actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de la nue propriété des actions; l'exercice des droits patrimoniaux, tels que ces derniers sont déterminés par le droit commun, est réservé aux actionnaires détenteurs de la nue propriété des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions. En cas de vente de l'usufruit ou de la nue propriété, la valeur de l'usufruit ou de la nue propriété sera déterminée par la valeur de la pleine propriété des actions et par les valeurs respectives de l'usufruit et de la nue propriété conformément aux tables de mortalité en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

Restrictions à la cession des actions

Art. 5bis.

(i) Cessions à titre onéreux

Les actionnaires ne pourront céder les actions de la société qu'ils détiennent, que dans les conditions prévues au présent article. Les actionnaires disposent d'un droit de préemption sur les actions proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent déjà.

Ainsi, tout actionnaire (l'"Actionnaire Cédant") souhaitant effectuer une cession de tout ou partie des actions qu'il détient dans la société devra au préalable fournir à tout autre actionnaire (le "Bénéficiaire") une notification écrite qui devra identifier spécifiquement (i) le nombre et la catégorie des actions concernées (les "Actions Offertes"), (ii) l'identité précise du ou des personne(s), actionnaire(s) ou pas, à qui il entend céder les actions (le "Cessionnaire Proposé"), (iii) le prix unitaire par action convenu avec ce ou ces Cessionnaire(s) Proposé(s) ou, en cas d'échange, d'apport ou de toute autre opération de même nature, la valeur unitaire des actions retenue pour la réalisation de l'opération et (iv) les conditions et modalités de la cession.

La délivrance de la notification constitue une offre de vendre en priorité les Actions Offertes au Bénéficiaire aux mêmes prix et conditions que ceux proposés par le Cessionnaire Proposé à l'Actionnaire Cédant. L'Actionnaire Cédant sera et

restera lié par cette offre pour une période irrévocable de 90 jours calendrier (la "Durée de l'Offre de Cession"). A tout moment au cours de cette période, le Bénéficiaire pourra informer l'Actionnaire Cédant de son intention d'acquérir ou non les Actions Offertes, étant entendu que l'acquisition des Actions Offertes devra se faire aux mêmes prix et conditions que ceux offerts par le Cessionnaire Proposé à l'Actionnaire Cédant.

Le Bénéficiaire peut d'une manière discrétionnaire décider de ne pas utiliser le droit de préemption. Le Bénéficiaire le notifiera alors par écrit recommandé à l'Actionnaire Cédant. En cas de décision d'un Bénéficiaire de ne pas utiliser son droit de préemption, son droit de préemption sera transféré proportionnellement aux autres Bénéficiaires, sauf s'ils s'accordent sur une autre répartition.

Si le Bénéficiaire désire exercer son droit de préemption, il devra notifier par écrit recommandé à l'Actionnaire Cédant sa volonté d'acquérir tout ou partie des Actions Offertes.

S'il y a plusieurs Bénéficiaires qui désirent exercer leur droit de préemption, ils peuvent le faire proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent déjà, sauf s'ils s'accordent sur une autre répartition.

Lorsque le Bénéficiaire informe par écrit l'Actionnaire Cédant de sa volonté d'acquérir tout ou partie des Actions Offertes, il devient irrévocablement tenu d'acquérir ces actions et l'Actionnaire Cédant est alors irrévocablement tenu de les lui céder aux mêmes prix et conditions que ceux proposés par le Cessionnaire Proposé à l'Actionnaire Cédant.

Le Bénéficiaire sera tenu de s'acquitter du prix de cession des actions et la cession sera régularisée au profit du Bénéficiaire, dans les formes légales et statutaires, dans un délai de 15 jours calendrier à compter de l'expiration de la Durée de l'Offre de Cession.

La partie des Actions Offertes qui n'aura pas été préemptée par le Bénéficiaire, à l'expiration de la Durée de l'Offre de Cession, pourra être cédée par l'Actionnaire Cédant au Cessionnaire Proposé, aux prix et conditions proposés par ce Cessionnaire Proposé à l'Actionnaire Cédant.

L'Actionnaire Cédant informe le conseil d'administration et le Bénéficiaire au plus tard dans les cinq jours calendrier de tout transfert à un Cessionnaire Proposé effectué conformément au présent article 5bis.

Toute cession d'actions au profit de tout Cessionnaire Proposé qui interviendrait sans que tout autre actionnaire ait été mis en mesure d'exercer son droit de préemption, conformément au présent article 5bis (i), sera nulle de plein droit et ne sera opposable ni aux autres actionnaires, ni à la société.

(ii) Cessions à titre gratuit

Les cessions à titre gratuit d'actions de la société aux descendants sont libres.

Les donataires, les héritiers et légataires d'actions de la société, autres que des descendants du donateur ou testateur, peuvent rester actionnaires pour autant qu'ils soient acceptés en tant qu'actionnaire par tous les autres actionnaires, et ce pour la totalité des actions qui leurs sont échues suite à la donation ou l'héritage.

Le conseil d'administration convoquera à cette fin, dans le mois à partir du moment où il a pris connaissance du décès de l'actionnaire ou la donation des actions, une assemblée générale extraordinaire en vue de délibérer sur ladite acceptation. Cette assemblée générale ne peut délibérer qu'à condition que tous les actionnaires (autres que les actionnaires-donateurs/héritiers/légataires) soient présents ou représentés.

Dans le cas où - à défaut d'une décision unanime des autres actionnaires -un, plusieurs ou tous les donataires, héritiers ou légataires ne sont pas acceptés en tant qu'actionnaires avec la totalité de leurs actions, les actionnaires qui ont voté contre leur acceptation, doivent dans les trois mois à compter de la date de la décision de l'assemblée générale extraordinaire racheter les actions dont la cession a été refusée et ce proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent déjà, sauf s'ils s'accordent sur une autre répartition.

Le prix d'achat sera déterminé par un expert désigné de commun accord par les donataires, héritiers et/ou légataires et les actionnaires obligés à l'achat, sauf en cas d'accord sur le prix d'achat. L'expert doit fixer le prix dans les 30 jours de sa désignation. S'il n'y a pas d'accord sur un expert, celui-ci sera désigné par le tribunal compétent statuant comme en référé. Les frais de désignation de l'expert seront supportés par les actionnaires obligés à l'achat.

Si l'achat des actions dont le transfert a été refusé n'a pas lieu dans le délai de trois mois décrit supra, les donataires, héritiers et/ou légataires des actions demeureront irrévocablement actionnaires de la société.

Pour tout ce que les statuts n'auraient pas prévu, il est renvoyé aux dispositions légales en la matière.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des actionnaires ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, personnels, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps révocables par elle.

La composition du conseil d'administration est décidée par l'assemblée générale, selon une des deux hypothèses ci-dessous.

- L'assemblée générale peut décider de nommer les administrateurs dont au moins un d'entre eux sera désigné par l'assemblée générale en tant qu'administrateur I (l'«Administrateur I») et au moins deux d'entre eux seront désignés par l'assemblée générale en tant qu'administrateurs II (les «Administrateurs II») (la «Composition 1»). La décision de nomination et la publication de celle-ci doivent mentionner quel administrateur est nommé en tant qu'Administrateur I et quels administrateurs sont nommés en tant qu'Administrateurs II.

- L'assemblée générale peut décider de nommer trois administrateurs, sans distinguer selon les catégories d'administrateurs (la «Composition 2»).

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Le nombre d'administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et s'il le décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président pourra être désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation faite à la demande d'un administrateur au siège social sauf indication contraire dans les convocations.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis, étant entendu qu'un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues. Pareil mandat doit reproduire l'ordre du jour et peut être donné par lettre, télégramme ou télex, ces deux derniers étant à confirmer par écrit.

Art. 8. Dans le cas de la Composition 1 du conseil d'administration, visée à l'article 6 ci-dessus, toute décision du conseil requiert la majorité absolue des administrateurs dont au moins un Administrateur I et au moins un Administrateur II.

Dans le cas de la Composition 2 du conseil d'administration, visée à l'article 6 ci-dessus, toute décision du conseil requiert la majorité absolue des administrateurs.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par deux administrateurs ou par un ou plusieurs mandataires désignés à ces fins.

Lorsque la société comprend un actionnaire unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être des actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 12. Dans le cas de la Composition 1 du conseil d'administration, visée à l'article 6 ci-dessus, la société est engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux administrateurs dont au moins un Administrateur I et au moins un Administrateur II.

Dans le cas de la Composition 2 du conseil d'administration, visée à l'article 6 ci-dessus, la société est engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux administrateurs.

En cas d'administrateur unique, la société est engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de cet administrateur.

Dans les limites de la gestion journalière, la société est également engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature d'un responsable de cette gestion.

La société est en outre valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de mandataires spéciaux, dans les limites de leur mandat.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération. La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social ou à tout autre endroit, tel qu'indiqué dans la convocation, le troisième lundi du mois de mai à 14.00 heures.

Si la date de l'assemblée extraordinaire tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration, respectivement l'administrateur unique ou par le(s) commissaire(s).

Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le dixième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

L'assemblée des actionnaires délibérera et prendra ses décisions conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de la tenue de rassemblée.

Année sociale - Répartition des Bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels dans les formes prévues par la loi. Il les remet un mois avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

Art. 19. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital souscrit.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra sous l'observation des règles y relatives et recueillant les approbations éventuellement nécessaires en vertu de la loi, verser des acomptes sur dividende.

La société pourra acquérir ses propres actions en observant toutefois à ce sujet les conditions et limitations prévues par la loi.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts."

Troisième résolution

L'assemblée décide d'accepter les démissions de l'administrateur unique la société «COMMUNITY LINK SA» et du commissaire aux comptes la société «PREMIER TAX SA» à compter du 5 août 2013.

Quatrième résolution

L'assemblée décide, selon la Composition 2, visée à l'article 6 des statuts de la société, de nommer comme nouveaux administrateurs de la société, à compter du 5 août 2013:

a) Madame Ingrid HOOLANTS, administrateur de sociétés, née à Vilvorde (Belgique), le 28 novembre 1968, demeurant professionnellement à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

b) la société à responsabilité limitée «A&C Management SERVICES, société à responsabilité limitée», ayant son siège social à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 127.330.

c) la société à responsabilité limitée «TAXIOMA s. à r.l.», ayant son siège social à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 128.542.

Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de 2017.

Madame Maryse MOUTON, expert-comptable, née à Aye (Belgique), le 25 mai 1966, demeurant professionnellement à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains est désignée représentante permanente de la société «A&C Management SERVICES, société à responsabilité limitée» préqualifiée.

Madame Ingrid HOOLANTS, prénommée, est désignée représentante permanente de la société «TAXIOMA s. à r.l.» préqualifiée.

124046

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer Monsieur Paul JANSSENS, employé privé, né à Lier (Belgique), le 23 février 1963, demeurant à L-5692 Elvange, 2, rue des Prés, comme nouveau commissaire aux comptes de la société, à compter du 5 août 2013.

Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de 2017.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance fut ensuite levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes, s'élèvent approximativement à mille cent euros (€ 1.100.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ont signé avec Nous notaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: J-M. WEBER, HAMES, DAUBREMONT, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 9 août 2013. Relation: CAP/2013/3093. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 27 août 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013123472/283.

(130148959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Weinberg Real Estate OPCI Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.524.917,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 151.319.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Référence de publication: 2013123434/11.

(130150166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

World Courier Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.900.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 152.814.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Référence de publication: 2013123431/11.

(130149423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Sasori, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 140.278.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société en date du 28 août 2013, que:

- La démission de Monsieur Paul Le Marquand de ses fonctions de gérant de la Société, a été acceptée avec effet au 28 août 2013

- Madame Nina Kleinbongartz, née le 24 décembre 1969, ayant son adresse professionnelle au 51, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été nommée aux fonctions de gérante de la Société en remplacement de Monsieur Paul Le Marquand démissionnaire, avec effet au 28 août 2013, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 201312333/19.

(130149773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Lucas Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 158.316.

—
L'an deux mille treize, le cinq août.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "LUCAS GROUP S.A." (numéro d'identité 2011 22 00 658), avec siège social à L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 158.316, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 12 janvier 2011, publié au Mémorial C, numéro 771 du 20 avril 2011 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 28 mars 2013, publié au Mémorial C, numéro 1328 du 5 juin 2013.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique).

Le Président désigne comme secrétaire Madame Sandy HAMES, employée privée, demeurant à Reckange-sur-Mess.

L'assemblée désigne comme scrutatrice Madame Miranda JANIN, employée privée, demeurant à Belvaux.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que l'ordre du jour est conçu comme suit:

- 1) Mise en liquidation de la société.
- 2) Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- 3) Nomination d'un commissaire-vérificateur.
- 4) Décharge à accorder à l'administrateur unique et au commissaire aux comptes.

II.- Que les actionnaires présents ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, laquelle, après avoir été paraphée ne varietur par les actionnaires présents ou représentés et les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III.- Que la société a actuellement un capital social de trente et un mille euros (€ 31.000.-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (€ 310.-) chacune.

IV.- Qu'il résulte de ladite liste de présence que les cent (100) actions de la société sont présentes ou représentées et qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre anticipativement la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur la société à responsabilité limitée «ADVISORY & CONSULTING», ayant son siège social à L-1840 Luxembourg 11A Boulevard Joseph II, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 160.540.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter son mandat et spécialement tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise par la loi.

Le liquidateur peut, sous sa seule responsabilité, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires, pour des opérations spéciales et déterminées.

Le liquidateur est dispensé de faire l'inventaire et peut s'en référer aux livres et écritures de la société.

Le liquidateur doit signer toutes les opérations de liquidation.

124048

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer la société à responsabilité limitée «FIDUCIAIRE ECCA», ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 11 A, boulevard Joseph II, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 131.089 comme commissaire-vérificateur.

Quatrième résolution

L'assemblée accorde décharge pleine et entière à l'administrateur unique et au commissaire aux comptes pour les travaux exécutés jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués approximativement à neuf cent cinquante euros (€ 950.-), sont à charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J-M. WEBER, HAMES, JANIN, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 9 août 2013. Relation: CAP/2013/3085. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 27 août 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013123469/64.

(130148950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Highlander International (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 317.315,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.053.

—
In the year two thousand and thirteen, on the twentieth day of August.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Highlander International Partners, L.P., a limited partnership established and organized under the laws of Texas, United States of America, having its registered office at 3811 Turtle Creek Blvd, Suite 250, Dallas, TX, USA 75219, United States of America and registered with the Secretary of State of Texas under number 801153773 (the Sole Shareholder),

here represented by Sophie Henryon, employee, with professional address in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of one (1) proxy given under private seal on August 12, 2013.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the Sole Shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg under the name "Highlander International (Luxembourg) S.à r.l." (the Company), having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 148053, established pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of August 10, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1905 of October 1, 2009, and whose bylaws have been last amended pursuant to a deed of the undersigned notary, of December 28, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 420 of February 20, 2013.

II. The Company's share capital is set at three hundred eight thousand one hundred seven Euro (EUR 308.107,00), represented by forty-six thousand five hundred thirty-seven (46.537) class A shares (the Class A Shares), sixty-seven thousand nine hundred thirty-two (67.932) class B shares (the Class B Shares), one hundred twenty-one thousand three hundred forty-six (121.346) class C shares (the Class C Shares) and seventy-two thousand two hundred ninety-two (72.292) class D shares (the Class D Shares and all together the Shares), all with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each.

III. The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of nine thousand two hundred eight Euro (EUR 9.208,00) in order to raise it from its present amount of three hundred eight thousand one hundred

seven Euro (EUR 308.107,00) to three hundred seventeen thousand three hundred fifteen Euro (EUR 317.315,00), by the creation and issuance of nine thousand two hundred eight (9.208) new Class B Shares (the New Class B Shares), all with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder declares to subscribe for the New Class B Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, for an aggregate amount of nine thousand two hundred eight Euro (EUR 9.208,00), by contribution in kind in the total amount of nine thousand two hundred eight Euro (EUR 9.208,00), consisting in two (2) receivables, respectively in the amount of one thousand seven hundred thirty-one Euro (EUR 1.731,00) and seven thousand four hundred seventy-seven Euro (EUR 7.477,00), held by the Sole Shareholder towards the Company, which receivables are incontestable, payable and due (the Class B Receivables);

Evidence of the contribution's existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a contribution declaration of the Sole Shareholder, attesting that it is the unrestricted owner of the Class B Receivables.

Effective implementation of the contribution in kind

The Sole Shareholder, through its proxyholder, declares that:

- it is the unlimited owner of the Class B Receivables to be contributed, which are freely transferable and are not subject to any kind of preemption right, purchase option by virtue of which a third party could request that the Class B Receivables to be contributed or part of these be transferred to it,
- the Class B Receivables to be contributed are free of any pledge, guarantee or usufruct, or the holder of such lien, charge, security or beneficial right has assented to the transfer.

Report of the Company's managers

The report of the managers of the Company, dated August 12, 2013 annexed to the present deed, attests that the managers of the Company, acknowledging having been informed beforehand of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company owing the above described contribution in kind, expressly agree with its description, with its valuation and confirm the validity of the subscription and payment.

IV. Pursuant to the above resolutions, article 6 of the Company's articles of association is amended and shall henceforth read as follows:

" **Art. 6.** The share capital is set at three hundred seventeen thousand three hundred fifteen Euro (EUR 317.315,00) represented by forty-six thousand five hundred thirty-seven (46.537) class A shares (the Class A Shares), seventy-seven thousand one hundred forty (77.140) class B shares (the Class B Shares), one hundred twenty-one thousand three hundred forty-six (121.346) class C shares (the Class C Shares) and seventy-two thousand two hundred ninety-two (72.292) class D shares (the Class D Shares and all together the Shares), all with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each."

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholders' meeting are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date first written above,

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt août.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Highlander International Partners, L.P., un limited partnership établi et existant selon les lois du Texas, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 3811 Turtle Creek Blvd, Suite 250, Dallas, TX, USA 75219, Etats-Unis d'Amérique et enregistré auprès du secrétaire d'état de l'Etat du Texas sous le numéro 80115377 (l'Associé Unique),

ici représenté par Sophie Henryon, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 12 août 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Le comparant est l'Associé Unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Highlander International (Luxembourg) S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148053, constituée par acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 10 août 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1905, en date du 1 octobre 2009, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire instrumentaire, en date du 28 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 420 du 20 février 2013.

II. Le capital social de la Société est fixé à trois cent huit mille cent sept Euro (EUR 308.107,00), représenté par quarante-six mille cinq cent trente-sept (46.537) parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A), soixante-sept mille neuf cent trente-deux (67.932) parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B), cent vingt et un mille trois cent quarante-six (121.346) parts sociales de classe C (les Parts Sociales de Classe C) et soixante-douze mille deux cent quatre-vingt-douze (72.292) parts sociales de classe D (les Parts Sociales de Classe D, et toutes ensemble les Parts Sociales), toutes d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune.

III. L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de neuf mille deux cent huit Euro (EUR 9.208,00) pour le porter de son montant actuel de trois cent huit mille cent sept Euro (EUR 308.107,00) à trois cent dix-sept mille trois cent quinze Euro (EUR 317.315,00) par la création et l'émission de neuf mille deux cent huit (9.208) nouvelles Parts Sociales de Classe B (les Nouvelles Parts Sociales de Classe B), toutes ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune.

Subscription - Libération

L'Associé Unique déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales de Classe B, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, pour un montant total de neuf mille deux cent huit Euro (EUR 9.208,00), et de les libérer intégralement par apport en nature d'un montant total de neuf mille deux cent huit Euro (EUR 9.208,00), consistant en deux (2) créances, d'un montant respectif de mille sept cent trente et un Euro (EUR 1.731,00) et sept mille quatre cent soixante-dix-sept Euros (EUR 7.477,00), détenues par l'Associé Unique à l'égard de la Société, créances qui sont certaines, liquides et exigibles (les Créances de Classe B);

Preuve de l'existence et valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par une déclaration d'apport de l'Associé Unique, attestant qu'il est le seul propriétaire des Créances de Classe B.

Réalisation effective de l'apport

L'Associé Unique, par son mandataire, déclare que:

- il est le seul propriétaire des Créances de Classe B apportées, celles-ci étant librement transmissibles et non sujettes à aucune sorte de droit de préemption ou option d'achat en vertu desquelles un tiers pourrait demander que les Créances de Classe B apportées, ou une partie desdites Créances de Classe B, lui soit transférées;

- les Créances de Classe B apportées sont libres de tous gages, garanties ou usufruits ou le détenteur de telles liens, charge, sécurité ou droit bénéficiaire a consenti à cet apport.

Rapport des gérants de la Société

Le rapport des gérants de la Société, en date du 12 août 2013, annexé aux présentes, atteste que les gérants de la Société, ayant pris connaissance de l'étendu de leur responsabilité, légalement engagés en leur qualité de gérants de la Société à raison des apports en nature décrits plus haut, marquent, expressément leur accord sur la description des apports en nature, sur leur évaluation et confirment la validité des souscriptions et des libérations.

IV. Suite aux résolutions précédentes, l'article 6 des statuts de la Société est modifié afin de lui donner la teneur suivant:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à trois cent dix-sept mille trois cent quinze Euro (EUR 317.315,00), représenté par quarante-six mille cinq cent trente-sept (46.537) parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A), soixante-dix-sept mille cent quarante (77.140) parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B), cent vingt et un mille trois cent quarante-six (121.346) parts sociales de classe C (les Parts Sociales de Classe C) et soixante-douze mille deux cent quatre-vingt-douze (72.292) parts sociales de classe D (les Parts Sociales de Classe D, et toutes ensemble les Parts Sociales), toutes d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de mille trois cents Euros (EUR 1.300,-).

124051

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22 août 2013. Relation: EAC/2013/11023. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013123086/152.

(130149920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

GSCP VI Parallel North Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 14.056,77.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 134.137.

—
L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 09 août 2013, a décidé d'accepter:

- la démission de Maxime Nino en qualité de gérant de la Société avec effet au 9 août 2013.
- la nomination avec effet au 09 août 2013 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société de GS Lux Management Services Sarl, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88045

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 9 août 2013, composé comme suit:

- Marielle STIJGER, gérant
- GS Lux Management Services Sarl, gérant
- Dominique LE GAL, gérant
- Michael FURTH, gérant
- Véronique MENARD, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Marielle STIJGER

Gérante

Référence de publication: 2013123080/23.

(130149494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

QCP GCO Investments II-A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 111.759.

—
EXTRAIT

En date du 8 août 2013, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- la démission de Jacques de Patoul en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet au 22 août 2013;
- Erik Johan Cornelis Schoop, né à Amsterdam, Pays-Bas, le 07 juin 1970, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau gérant de la Société avec effet au 22 août 2013 et pour une durée indéterminée.

A compter du 22 août 2013, le conseil de gérance se compose comme suit:

- Virginia Strelén, gérant;
- Brian Bytof, gérant;
- Michael Anthony Huber, gérant;
- Erik Johan Cornelis Schoop, gérant.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Référence de publication: 2013123313/21.

(130149986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

YAPITAL Financial A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 167.278.

Les comptes annuels au 28 février 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013123442/10.

(130149437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Parma Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 88.410.

In the year two thousand and thirteen.

On the twenty-third of August.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary residing at Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company (société anonyme) "PARMA INVESTMENTS S.A.", hereinafter referred to as "the corporation", with registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Grand Duchy of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 88410, incorporated by deed of Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg) on July 16, 2002, published in the Mémorial C number 1409 of September 28, 2002, and whose articles of association have been modified for the last time by a deed of Maître Jean SECKLER, pre-named, on May 6, 2007, published in the Mémorial C number 2206 of October 5, 2007.

The meeting is declared open by Mr. Philip MORGAN, with professional address at UK-DY 14 9YP Rock Kidderminster, Royaume-Uni, Gorst Hill, The Warren, as chairman, and appointing Mr. Tamas MARK, with professional address at L-1331 Luxembourg, 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as secretary of the meeting.

The meeting appoints as scrutineer Mrs Mounira MEZIADI, with professional address at L-1331 Luxembourg, 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

(i) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Reorganisation of the corporation's share capital by the creation of ordinary shares and of ten (10) classes of shares, namely class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares and class J shares, each with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-).

2. Re-classification of the one hundred thousand (100,000) shares in issue and held by RABENA FOUNDATION into one hundred thousand (100,000) class A shares.

3. Increase of the corporate capital to the extent of nine million Euro (EUR 9,000,000.-) in order to raise it from its current amount of one million and thirty one thousand Euro (EUR 1,031,000.-) to ten million and thirty one thousand Euro (EUR 10,031,000.-) by the issue of one hundred thousand (100,000) new class B shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class C shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class D shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class E shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class F shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class G shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class H shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class I shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, and by the issue of one hundred thousand (100,000) new class J shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, with such rights and obligations as set out in the related articles of association.

4. Waiver of their preferential subscription rights by the company PARMA INVESTMENTS LIMITED and Mr. Christof EBERSBERG.

5. Subscription of all the newly created one hundred thousand (100,000) new class B shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class C shares with a nominal value of ten Euro (EUR

10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class D shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class E shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class F shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class G shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class H shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class I shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, and one hundred thousand (100,000) new class J shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by RABENA FOUNDATION, and full payment by the latter of said shares by contribution of

a) a cash amount of eighty nine million three hundred fifty two thousand one hundred forty nine Euro and eighty six Cent (EUR 89,352,149.86) and of thirty million seventy four thousand eight hundred and four Pounds and thirty eight Pence (GBP 30,074,804.38) equivalent to thirty five million one hundred seventy nine thousand three hundred and twenty four Euro and thirty five Cent (EUR 35,179,324.35), (hereinafter referred to as the "Cash Contribution");

b) two claims owed by the corporation evaluated respectively to sixty five million three hundred forty one thousand two hundred and four Euro and ninety seven Cent (EUR 65,341,204.97) and one hundred ten million eight hundred sixty nine thousand four hundred and forty eight Euro and twenty Cent (EUR 110,869,448.20), (hereinafter referred to as the "Claim Contribution").

The amount of the Cash Contribution and of the Claim Contribution amounts to three hundred million seven hundred forty two thousand one hundred and twenty seven Euro and thirty eight Cent (EUR 300,742,127.38); nine million Euro (EUR 9,000,000.-) representing the amount to the extent of which the capital will be increased and two hundred ninety one million seven hundred forty two thousand one hundred and twenty seven Euro and thirty eight Cent (EUR 291,742,127.38) to be proportionally allocated to the share premium accounts attached to each class of shares;

6. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 5.** The issued corporation's corporate capital is set at ten million and thirty one thousand Euro (EUR 10,031,000.-) divided into:

Three thousand and one hundred (3,100) Ordinary shares,

One hundred thousand (100,000) Class A shares,

One hundred thousand (100,000) Class B shares,

One hundred thousand (100,000) Class C shares,

One hundred thousand (100,000) Class D shares,

One hundred thousand (100,000) Class E shares,

One hundred thousand (100,000) Class F shares,

One hundred thousand (100,000) Class G shares,

One hundred thousand (100,000) Class H shares,

One hundred thousand (100,000) Class I shares, and

One hundred thousand (100,000) Class J shares

each share with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) and with such rights and obligations as set out in the present articles of incorporation and all fully paid up.

Subject to always complying with applicable law, the share capital of the Company may from time to time be reduced by the repurchase and cancellation of an entire class of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class, provided that the order of repurchase set out below be respected. Any repurchase shall be triggered by the Company. The shareholder(s) have no right to force any repurchase of their shares. The repurchase price shall be agreed upon between, on the one hand, the shareholder whose shares are redeemed and, on the other hand, the general meeting of shareholders resolving on the repurchase and cancellation of the shares and, accordingly, on the reduction of the Company's share capital, both parties acting reasonably, notably taking into consideration the financial rights attached to the relevant class of shares as per these Articles.

The above mentioned redemptions shall be made in the following order of priority:

(i) no class A shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class B shares outstanding; when the class A shares shall be redeemed, the Company shall be dissolved and liquidated at the same time;

(ii) no class B shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class C shares outstanding;

(iii) no class C shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class D shares outstanding;

(iv) no class D shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class E shares outstanding;

(v) no class E shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class F shares outstanding;

(vi) no class F shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class G shares outstanding;

(vii) no class G shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class H shares outstanding;

(viii) no class H shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class I shares outstanding;

(ix) no class I shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class J shares outstanding;

The above shall not prejudice to any other form of capital reduction or any other form of distribution.

In the event of a reduction of the corporation's capital through the repurchase and the cancellation of a Class of shares (in the order provided for in the relevant article, such Class of shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the total cancellation amount as determined by the general meeting of shareholders) and the holders of shares of the repurchased and cancelled Class of shares shall receive from the corporation an amount equal to the cancellation value per share for each share of the relevant Class held by them and cancelled.

The cancellation value per share shall be calculated by dividing the total cancellation amount by the number of shares in issue in the Class of shares to be repurchased and cancelled.

The total cancellation amount shall be an amount determined by the board of directors and approved by the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by the general meeting on the basis of the relevant interim accounts. The total cancellation amount for each of the Classes J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant Class unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for an amendment of the articles of incorporation provided however that the total cancellation amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant Class, the cancellation value per share will become due and payable by the corporation.

The corporation may purchase its own shares.

In this article the following expressions shall have the following meaning:

Available Amount	Means the total amount of net profits of the Corporation (including carried forward profits) to the extent the shareholder would have been entitled to dividend distributions according to ARTICLE 15 of the articles of incorporation, increased by (i) any freely distributable reserves including the share premium account as well as the capital contribution account (compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres») and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the articles of incorporation, each time as set out in the relevant interim accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$ Whereby: AA = Available Amount NP = net profits (including carried forward profits) P = any freely distributable reserves (including the share premium account and the equity account) CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled L = losses (including carried forward losses) LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the articles of incorporation
Interim Accounts	Means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.
Interim Account Date	Means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of shares.

"

7. Amendment of article 4 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

« **Art. 4.** The object of the corporation is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The corporation may also contract loans and grant all kinds of support whether financial or not, loans, advances and guarantees and provide security or collateral to or for the benefit of companies, in which it has a direct or indirect participation as well as to the corporation's affiliates including its shareholders.

Furthermore, the corporation may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licences as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the corporation may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the corporation may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.".

8. Reorganisation the corporation's board of directors by the creation of A directors and B directors.

9. Re-classification of Mr. Philip J. E. MORGAN as A director and chairman of the board of directors, Mr. Paul CAROLL as A director, Mr. Vincent REGNAULT, Mr. Andrew O'SHEA and Mrs. Mounira MEZIADI as B directors.

10. Subsequent amendment of articles 6 and 9 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

" **Art. 6.** The corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three directors, either of the category A or of the category B, who need not be shareholders of the corporation. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. The directors may be re-elected for consecutive terms of office.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented. Any director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, in compliance with the applicable legal provisions."

" **Art. 9.** The corporation will be bound in any circumstances by the joint signatures of a director of the category A together with a director of the category B, without prejudice of special decisions that have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 10 of the present articles of association."

(ii) That the shareholders, their proxyholders and the number of the shares held by them are shown on an attendance-list; this attendance-list after having been checked and signed "ne varietur" by the proxyholders of the shareholders, the bureau of the meeting and the notary, will be kept at the latter's office.

The proxies of the shareholders, after having been signed "ne varietur" by the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That, the whole corporate capital being represented at the present meeting and all the shareholders represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting took unanimously the following resolutions:

First resolution

The corporation's share capital is reorganized by the creation of ordinary shares and of ten (10) classes of shares, namely class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares, class I shares and class J shares, each with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-).

Second resolution

The one hundred thousand (100,000) shares in issue and held by RABENA FOUNDATION are re-classified into one hundred thousand (100,000) class A shares.

Third resolution

The corporate capital is increased to the extent of nine million Euro (EUR 9,000,000.-) in order to raise it from its current amount of one million and thirty one thousand Euro (EUR 1,031,000.-) to ten million and thirty one Euro (EUR 10,031,000.-) by the issue of one hundred thousand (100,000) new class B shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class C shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class D shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class E shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class F shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class G shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class H shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, by the issue of one hundred thousand (100,000) new class I shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, and by the issue of one hundred thousand (100,000) new class J shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, with such rights and obligations as set out in the related articles of association.

Subscription - Payment

The company PARMA INVESTMENTS LIMITED and Mr. Christof EBERSBERG having waived their preferential subscription rights, all the newly created one hundred thousand (100,000) new class B shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class C shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class D shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class E shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class F shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class G shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class H shares with a nominal

value of ten Euro (EUR 10.-) each, one hundred thousand (100,000) new class I shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, and one hundred thousand (100,000) new class J shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each, are subscribed by RABENA FOUNDATION, and are fully paid up by the latter by contribution of the Cash Contribution and of the Claim Contribution as defined in the agenda of the present notarial deed.

The total amount of the Cash Contribution and of the Claim Contribution amounts to three hundred million seven hundred forty two thousand one hundred and twenty seven Euro and thirty eight Cent (EUR 300,742,127.38); nine million Euro (EUR 9,000,000.-) representing the amount to the extent of which the capital is increased and two hundred ninety one million seven hundred forty two thousand one hundred and twenty seven Euro and thirty eight Cent (EUR 291,742,127.38) to be proportionally allocated to the share premium accounts attached to each class of shares.

The Cash Contribution of an amount of eighty nine million three hundred fifty two thousand one hundred forty nine Euro and eighty six Cent (EUR 89,352,149.86) and of thirty million seventy four thousand eight hundred and four Pounds and thirty eight Pence (GBP 30,074,804.38) equivalent to thirty five million one hundred seventy nine thousand three hundred and twenty four Euro and thirty five Cent (EUR 35,179,324.35) has been proved to the undersigned notary by a bank certificate. This amount is now at the free disposal of the company PARMA INVESTMENTS S.A.

The Claim Contribution has been described and valued in a valuation report which has been drawn-up by the private limited company INTERAUDIT, R.C.S. Luxembourg B29501, with its registered office at L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie.

The conclusion of this report is as follows:

"Based on the verification carried out as described above, we express no observation on the total value of the contribution, which corresponds at least to the number and the nominal value together with the share premium, of the shares to be issued as consideration."

The report, after having been signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The three shareholders are represented by
by virtue of three proxies given under private seal.

The three proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, article five of the articles of association is amended and will have henceforth the following wording:

« **Art. 5.** The issued corporation's corporate capital is set at ten million and thirty one thousand Euro (EUR 10,031,000.-) divided into:

three thousand and one hundred (3,100) Ordinary shares,

One hundred thousand (100,000) Class A shares,

One hundred thousand (100,000) Class B shares,

One hundred thousand (100,000) Class C shares,

One hundred thousand (100,000) Class D shares,

One hundred thousand (100,000) Class E shares,

One hundred thousand (100,000) Class F shares,

One hundred thousand (100,000) Class G shares,

One hundred thousand (100,000) Class H shares,

One hundred thousand (100,000) Class I shares, and

One hundred thousand (100,000) Class J shares

each share with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) and with such rights and obligations as set out in the present articles of incorporation and all fully paid up.

Subject to always complying with applicable law, the share capital of the Company may from time to time be reduced by the repurchase and cancellation of an entire class of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class, provided that the order of repurchase set out below be respected. Any repurchase shall be triggered by the Company. The shareholder(s) have no right to force any repurchase of their shares. The repurchase price shall be agreed upon between, on the one hand, the shareholder whose shares are redeemed and, on the other hand, the general meeting of shareholders resolving on the repurchase and cancellation of the shares and, accordingly, on the reduction of the Company's share capital, both parties acting reasonably, notably taking into consideration the financial rights attached to the relevant class of shares as per these Articles.

The above mentioned redemptions shall be made in the following order of priority:

(i) no class A shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class B shares outstanding; when the class A shares shall be redeemed, the Company shall be dissolved and liquidated at the same time;

- (ii) no class B shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class C shares outstanding;
 - (iii) no class C shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class D shares outstanding;
 - (iv) no class D shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class E shares outstanding;
 - (v) no class E shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class F shares outstanding;
 - (vi) no class F shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class G shares outstanding;
 - (vii) no class G shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class H shares outstanding;
 - (viii) no class H shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class I shares outstanding;
 - (ix) no class I shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class J shares outstanding;
- The above shall not prejudice to any other form of capital reduction or any other form of distribution.

In the event of a reduction of the corporation's capital through the repurchase and the cancellation of a Class of shares (in the order provided for in the relevant article, such Class of shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the total cancellation amount as determined by the general meeting of shareholders) and the holders of shares of the repurchased and cancelled Class of shares shall receive from the corporation an amount equal to the cancellation value per share for each share of the relevant Class held by them and cancelled.

The cancellation value per share shall be calculated by dividing the total cancellation amount by the number of shares in issue in the Class of shares to be repurchased and cancelled.

The total cancellation amount shall be an amount determined by the board of directors and approved by the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by the general meeting on the basis of the relevant interim accounts. The total cancellation amount for each of the Classes J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant Class unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for an amendment of the articles of incorporation provided however that the total cancellation amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant Class, the cancellation value per share will become due and payable by the corporation.

The corporation may purchase its own shares.

In this article the following expressions shall have the following meaning:

Available Amount	<p>Means the total amount of net profits of the Corporation (including carried forward profits) to the extent the shareholder would have been entitled to dividend distributions according to ARTICLE 15 of the articles of incorporation, increased by (i) any freely distributable reserves including the share premium account as well as the capital contribution account (compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres») and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the articles of incorporation, each time as set out in the relevant interim accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:</p> $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$ <p>Whereby:</p> <p>AA = Available Amount</p> <p>NP = net profits (including carried forward profits)</p> <p>P = any freely distributable reserves (including the share premium account and the equity account)</p> <p>CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled</p> <p>L = losses (including carried forward losses)</p> <p>LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the articles of incorporation</p>
Interim Accounts	Means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.
Interim Account Date	Means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of shares.

Fifth resolution

Article four of the articles of association is amended and will have henceforth the following wording:

" **Art. 4.** The object of the corporation is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The corporation may also contract loans and grant all kinds of support whether financial or not, loans, advances and guarantees and provide security or collateral to or for

the benefit of companies, in which it has a direct or indirect participation as well as to the corporation's affiliates including its shareholders.

Furthermore, the corporation may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licences as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the corporation may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the corporation may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes."

Sixth resolution

The corporation's board of directors is reorganized by the creation of A directors and B directors.

Seventh resolution

The current directors of the corporation are re-classified as follow:

- Mr. Philip J. E. MORGAN as A director and chairman of the board of directors
- Mr. Paul CAROLL as A director
- Mr. Vincent REGNAULT as B director
- Mr. Andrew O'SHEA as B director
- Mrs. Mounira MEZIADI as B director.

Eighth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, articles six and nine of the articles of association are amended and will have henceforth the following wording:

" **Art. 6.** The corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three directors, either of the category A or of the category B, who need not be shareholders of the corporation. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. The directors may be re-elected for consecutive terms of office.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented. Any director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, in compliance with the applicable legal provisions."

" **Art. 9.** The corporation will be bound in any circumstances by the joint signatures of a director of the category A together with a director of the category B, without prejudice of special decisions that have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 10 of the present articles of association."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges to be borne by the present deed are estimated at eight thousand Euro.

Declaration

The undersigned notary who knows English and German, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by an German version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with the notary this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahr zweitausenddreizehn, am dreiundzwanzigsten August.

Vor Maître Joseph ELVINGER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Wurde eine außerordentliche Vollversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft (société anonyme) "PARMA INVESTMENTS S.A." abgehalten, nachfolgend "die Gesellschaft" genannt, mit Geschäftssitz in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Großherzogtum Luxemburg, Handels- und Firmenregister Luxemburg B 88410, gegründet durch eine Urkunde von Maître Jean SECKLER, Notar mit Amtssitz in Junglinster (Großherzogtum Luxemburg), am 16. Juli 2002, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1409 vom 28. September 2002, und deren Satzung zuletzt durch

eine Urkunde des oben genannten Maître Jean SECKLER am 6. Mai 6 2007 geändert wurde, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2206 vom 5. Oktober 2007.

Die Versammlung wird von Herrn Philip MORGAN, mit Geschäftssitz in UK-DY 14 9YP Rock Kidderminster, Royaume-Uni, Gorst Hill, The Warren eröffnet.

Der Vorsitzende bestellt zum Schriftführer Herr Tamas MARK, mit Geschäftssitz in L-1331 Luxemburg, 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Die Versammlung ernennt zur Stimmzählerin Frau Mounira MEZIADI, mit Geschäftssitz in L-1331 Luxemburg, 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Nachdem der Vorstand der Sitzung so festgelegt wurde, erklärt der Vorsitzende und bittet den Notar, festzuhalten:

(i) Dass die Tagesordnung der Versammlung folgendermaßen lautet:

Tagesordnung

1. Neustrukturierung des Aktienkapitals der Gesellschaft durch die Einführung von Stammaktien und von (10) Aktienklassen, nämlich Aktien der Klasse A, Aktien der Klasse B, Aktien der Klasse C, Aktien der Klasse D, Aktien der Klasse E, Aktien der Klasse F, Aktien der Klasse G, Aktien der Klasse H, Aktien der Klasse I und Aktien der Klasse J, jeweils mit einem Gegenwert von zehn Euro (EUR 10.-).

2. Neuklassifizierung der einhunderttausend (100.000) ausgegebenen Aktien, die von der RABENA FOUNDATION gehalten werden, in einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse A.

3. Erhöhung des Kapitals der Gesellschaft um neun Millionen Euro (EUR 9.000.000.-), um es von der aktuellen Kapitalhöhe von einer Million einunddreißigtausend Euro (EUR 1.031.000.-) auf zehn Millionen einunddreißigtausend Euro (EUR 10.031.000.-) zu erhöhen, durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse B mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse C mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse D mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse E mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse F mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse G mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse H mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse I mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), und durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse J mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), mit den in den entsprechenden Artikeln der Satzung aufgeführten Rechten und Pflichten.

4. Verzicht auf die Vorzugsrechte bei der Zeichnung, die die Gesellschaft PARMA INVESTMENTS LIMITED und Herr Christof EBERSBERG innehaben.

5. Zeichnung der einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse B mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), der einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse C mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), der einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse D mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), der einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse E mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), der einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse F mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), der einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse G mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), der einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse H mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), der einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse I mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), und der einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse J mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch die RABENA FOUNDATION, und die vollständige Zahlung der genannten Aktien durch letztere durch die Einbringung von

a) einem Barbetrag von neunundachtzig Millionen dreihundertzweiundfünfzigtausendeinhundertneunundvierzig Euro und sechsundachtzig Cent (EUR 89.352.149,86) und von dreißig Millionen vierundsiebzigttausend achthundertvier Pfund und achtunddreißig Pence (GBP 30.074.804,38), was fünfunddreißig Millionen einhundertneunundsiebzigttausend dreihundertvierundzwanzig Euro und fünfunddreißig Cent (EUR 35.179.324,35) entspricht, (nachfolgend die „Bareinlage“ genannt);

b) Zwei Forderungen, die von der Gesellschaft geschuldet werden und entsprechend mit fünfundsechzig Millionen dreihunderteinundvierzigtausend zweihundertvier Euro und siebenundneunzig Cent (EUR 65.341.204,97) und einhundertzehn Millionen achthundertneunundsechzigtausend vierhundertachtundvierzig und zwanzig Cent (EUR 110.869.448,20) bewertet wurden, (nachfolgend die „Forderungseinlagen“ genannt).

Die Höhe der Bareinlage und der Forderungseinlage beläuft sich auf dreihundert Millionen siebenhundertzweiundvierzigtausend einhundertsebenundzwanzig Euro und achtunddreißig Cent (EUR 300.742.127,38); neun Millionen Euro (EUR 9.000.000.-) stellen den Betrag dar, um den das Kapital erhöht wird, und zweihunderteinundneunzig Millionen siebenhundertzweiundvierzigtausend einhundertsebenundzwanzig Euro und achtunddreißig Cent (EUR 291.742.127,38) werden proportional den zu jeder Aktienklasse zugehörigen Kapitalrücklagekonten zugewiesen;

6. Die daraus folgende Änderung des Artikels 5 der Gesellschaftssatzung, der von nun an den folgenden Wortlaut hat:

" **Art. 5.** Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft wird auf zehn Millionen einunddreißigtausend Euro (EUR 10.031.000.-) festgesetzt, aufgeteilt in:

Dreitausendeinhundert (3,100) Stammaktien,
 Einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse A,
 einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse B,
 einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse C,
 einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse D,
 einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse E,
 einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse F,
 einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse G,
 einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse H,
 einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse I, und
 einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse J,

jede Aktie mit einem Gegenwert von zehn Euro (EUR 10.-), und mit den in diesen Artikeln der Satzung aufgeführten Rechten und Pflichten, und alle vollständig einbezahlt.

Vorausgesetzt, dass die anwendbaren Rechtsvorschriften eingehalten werden, kann das Aktienkapital der Gesellschaft von Zeit zu Zeit gemindert werden, indem eine vollständige Aktienklasse zurückgekauft und eingezogen wird, indem alle ausgegebenen Aktien dieser Klasse zurückgekauft und eingezogen werden, vorausgesetzt, dass die nachfolgend aufgeführte Reihenfolge für den Rückkauf eingehalten wird. Ein Rückkauf ist immer von der Gesellschaft zu veranlassen. Der/die Aktionäre haben nicht das Recht, einen Rückkauf ihrer Aktien zu erzwingen. Der Rückkaufpreis wird einerseits vereinbart von dem Aktionär, dessen Aktien eingezogen werden und andererseits der Hauptversammlung der Aktionäre, die den Rückkauf und die Einziehung der Aktien und entsprechend die Minderung des Aktienkapitals der Gesellschaft beschließt, wobei beide Parteien in vernünftiger Weise handeln und insbesondere die finanziellen Rechte, die mit der jeweiligen Aktienklasse gemäß dieser Satzung verbunden sind, berücksichtigen.

Eine Einziehung wie oben beschrieben ist in der folgenden Prioritätenreihenfolge durchzuführen:

(i) Aktien der Klasse A können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse B hat; wenn die Aktien der Klasse A eingezogen werden, wird die Gesellschaft gleichzeitig aufgelöst und liquidiert;

(ii) Aktien der Klasse B können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse C hat;

(iii) Aktien der Klasse C können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse D hat;

(iv) Aktien der Klasse D können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse E hat;

(v) Aktien der Klasse E können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse F hat;

(vi) Aktien der Klasse F können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse G hat;

(vii) Aktien der Klasse G können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse H hat;

(viii) Aktien der Klasse H können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse I hat;

(ix) Aktien der Klasse I können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse J hat;

Das oben Genannte beeinflusst nicht andere Arten der Kapitalminderung oder andere Formen der Verteilung.

Wenn das Aktienkapital der Gesellschaft durch den Rückkauf und die Einziehung einer Aktienklasse gemindert wird (in der in dem entsprechenden Artikel vorgegebenen Reihenfolge), berechnen diese Aktienklassen die Halter dieser Klasse anteilig zu der Menge der von ihnen in dieser Klasse gehaltenen Aktien zu dem verfügbaren Betrag (jedoch beschränkt auf den gesamten Einziehungspreis, der von der Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt wird) und die Halter der zurückgekauften und eingezogenen Aktien erhalten von der Gesellschaft einen Betrag in der Höhe des Einziehungswerts pro Aktie für jede Aktie der entsprechenden Klasse, die von ihnen gehalten und nun eingezogen wird.

Der Einziehungswert pro Aktie wird berechnet, indem der gesamte Einziehungspreis durch die Anzahl der ausgegebenen Aktien der Aktienklasse geteilt wird, die zurückgekauft und eingezogen wird.

Der gesamte Einziehungspreis ist ein Betrag, der auf der Grundlage der entsprechenden Zwischenkonten vom Aufsichtsrat bestimmt und vom alleinigen Aktionär oder, bei mehreren Aktionären, durch die Hauptversammlung genehmigt wird. Der gesamte Einziehungspreis für jede der Klassen J, I, H, G, F, E, D, C, B und A ist zum Zeitpunkt der Einziehung der entsprechenden Klasse der verfügbare Betrag, sofern nicht durch die Hauptversammlung der Aktionäre etwas an-

deres bestimmt wird, in einer Weise, wie sie für eine Änderung der Gesellschaftssatzung vorgesehen ist, jedoch unter der Voraussetzung, dass dieser Einziehungspreis niemals den Verfügbaren Betrag überschreitet.

Bei Rückkauf und Einziehung der Aktien der entsprechenden Klasse wird der Einziehungswert pro Aktie fällig und ist von der Gesellschaft zu zahlen.

Die Gesellschaft darf ihre eigenen Aktien kaufen.

In diesem Artikel haben die folgenden Ausdrücke die folgende Bedeutung:

Verfügbarer Betrag	Bezeichnet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich der Ergebnisvorträge) in dem Umfang, in dem der Aktionär gemäß ARTIKEL 15 der Gesellschaftssatzung zur Dividendenausschüttung berechtigt gewesen wäre, zuzüglich (i) frei ausschüttbarer Rücklagen einschließlich der Kapitalrücklage sowie des Kapitaleinzahlungskontos (compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres») und (ii) gegebenenfalls des Betrags der Minderung des Aktienkapitals und der gesetzlichen Rücklagen hinsichtlich der einzuziehenden Aktienklasse, jedoch abzüglich (i) von Verlusten (einschließlich Verlustvorträgen) und (ii) aller Beträge, die auf Grund von gesetzlichen Vorschriften oder der Gesellschaftssatzung (einer) Rücklage(n) zugeführt werden sollen, jedes Mal, wie es in den entsprechenden Zwischenkonten dargelegt wird (es wird klargestellt, dass nicht doppelt gezählt wird), so dass: $VB = (NG + P + KM) - (V + GR)$ Wobei: VB = Verfügbarer Betrag NG = Nettogewinn (einschließlich Gewinnvorträgen) P = frei ausschüttbare Rücklagen (einschließlich des Aktienkapitals und des Kapitalkontos) KM = Der Betrag der Minderung des Aktienkapitals und der Minderung der gesetzlichen Rücklage, das bzw. die mit der einzuziehenden Aktienklasse verbunden ist V = Verluste (einschließlich Verlustvorträgen) GR = Beträge, die gemäß den gesetzlichen Bestimmungen oder der Gesellschaftssatzung in Rücklage(n) eingebracht werden
Zwischenkonten	Bezeichnet die Zwischenkonten der Gesellschaft zum entsprechenden Zwischenkonten- Stichtag.
Zwischenkonten- Stichtag	Bezeichnet ein Datum, das nicht mehr als acht (8) Tage vor dem Tag des Rückkaufs und des Einziehens der Aktienklasse liegt.
"	

7. Die Änderung des Artikels 4 der Gesellschaftssatzung, der von nun an den folgenden Wortlaut hat:

" **Art. 4.** Der Gegenstand des Unternehmens ist der Erwerb, die Verwaltung, die Erweiterung von und die Verfügung über Beteiligungen in jeder Form an Unternehmen im In- und Ausland. Die Gesellschaft kann auch Darlehen abschließen und jede Art von Unterstützung finanzieller und nicht finanzieller Art gewähren sowie Darlehen, Vorschüsse und Sicherheiten oder Nebensicherheiten für oder zu Gunsten von Gesellschaften gewähren, an denen sie mittelbar oder unmittelbar beteiligt ist, sowie für ihre angeschlossenen Unternehmen einschließlich der Aktionäre.

Des Weiteren kann die Gesellschaft alle anderen Sicherheiten durch Zeichnung, Kauf, Tausch, Verkauf oder auf andere Weise erwerben oder darüber verfügen.

Sie kann ebenso Patente und Lizenzen erwerben oder erweitern sowie die Rechte, die sich daraus ergeben oder die diese ergänzen.

Zusätzlich kann das Unternehmen Immobilien in Luxemburg oder im Ausland erwerben, verwalten, erweitern oder darüber verfügen.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft alle kommerziellen, industriellen und finanziellen Handlungen sowohl im Bereich Sicherheiten als auch im Immobilienbereich vornehmen, die dazu geeignet sind, die oben genannten Zwecke zu fördern oder zu unterstützen."

8. Restrukturierung des Aufsichtsrates durch die Einführung von A-Direktoren und B-Direktoren.

9. Neuklassifizierung von Herrn Philip J. E. MORGAN als A-Direktor und Vorsitzender des Aufsichtsrats, Herrn Paul CAROLL als A-Direktor, Herrn Vincent REGNAULT, Herrn Andrew O'SHEA und Frau Mounira MEZIADI als B-Direktoren.

10. Die daraus folgende Änderung der Artikel 6 und 9 der Gesellschaftssatzung, die von nun an den folgenden Wortlaut haben:

" **Art. 6.** Die Gesellschaft wird von einem Aufsichtsrat verwaltet, der sich aus mindestens drei Direktoren zusammensetzt, entweder der Kategorie A oder der Kategorie B, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Direktoren werden in einer Hauptversammlung gewählt; diese legt ihre Anzahl, ihre Vergütung und ihre Amtszeit fest. Die Amtszeit

eines Direktors darf nicht sechs Jahre überschreiten und die Direktoren bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Die Direktoren können für darauffolgende Amtszeiten wiedergewählt werden.

Die Direktoren werden durch eine einfache Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt. Ein Direktor kann jederzeit mit oder ohne Begründung durch die Hauptversammlung der Aktionäre abgesetzt werden.

Sollte das Amt eines Direktors durch einen Todesfall, eine Pensionierung oder aus anderem Grunde unbesetzt sein, kann diese unbesetzte Position in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften zeitweise bis zur nächsten Versammlung der Aktionäre anderweitig besetzt werden."

" **Art. 9.** Die Gesellschaft wird unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift eines Direktors der Kategorie A und eines Direktors der Kategorie B rechtlich gebunden, unbeschadet besonderer Entscheidungen, die hinsichtlich der bevollmächtigten Unterschrift bei einer Bevollmächtigung oder Stellvertretung gemäß Artikel 10 dieser Gesellschaftssatzung getroffen wurden."

(ii) Dass die Aktionäre, ihre Stellvertreter und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste aufgeführt werden; diese Anwesenheitsliste wird, nachdem sie geprüft und von den Stellvertretern der Aktionäre, dem Vorstand und dem Notar mit „ne varietur“ unterzeichnet wurde, in der Kanzlei des Notars aufbewahrt.

Die Vertretungsvollmachten der Aktionäre werden, nachdem Sie durch die erscheinenden Parteien und den Notar mit „ne varietur“ unterzeichnet wurden, dieser Urkunde als Anhang beigefügt, damit sie zur gleichen Zeit bei den Registrierungsstellen archiviert werden.

(iii) Dass, nachdem das gesamte Kapital des Unternehmens in dieser Versammlung vertreten ist und da alle vertretenen Aktionäre erklärten, dass sie ordnungsgemäß informiert wurden und vor dieser Versammlung Kenntnis der Tagesordnung erlangt haben, keine Ladungsmittelungen notwendig waren.

Dass diese Versammlung, die das gesamte Kapital des Unternehmens darstellt, ordentlich zusammengekommen ist und rechtsgültig über alle Punkte der Tagesordnung entscheiden kann.

Dann fasste die Vollversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Das Aktienkapital der Gesellschaft wird durch die Einführung von Stammaktien und von zehn (10) Aktienklassen neu strukturiert, nämlich Aktien der Klasse A, Aktien der Klasse B, Aktien der Klasse C, Aktien der Klasse D, Aktien der Klasse E, Aktien der Klasse F, Aktien der Klasse G, Aktien der Klasse H, Aktien der Klasse I und Aktien der Klasse J, jeweils mit einem Gegenwert von zehn Euro (EUR 10.-).

Zweiter Beschluss

Die einhunderttausend (100.000) ausgegebenen Aktien, die von der RABENA FOUNDATION gehalten werden, werden zu einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse A neu klassifiziert.

Dritter Beschluss

Das Kapital der Gesellschaft wird um neun Millionen Euro (EUR 9.000.000.-) erhöht, um es von der aktuellen Kapitalhöhe von einer Million einunddreißigtausend Euro (EUR 1.031.000.-) auf zehn Millionen einunddreißigtausend Euro (EUR 10.031.000.-) zu erhöhen, durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse B mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse C mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse D mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse E mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse F mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse G mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse H mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse I mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), und durch Ausgabe von einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse J mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), mit den in den entsprechenden Artikeln der Satzung aufgeführten Rechten und Pflichten.

Zeichnung - Zahlung

Da die Gesellschaft PARMA INVESTMENTS LIMITED und Herr Christof EBERSBERG auf ihre Vorzugsrechte bei der Zeichnung verzichtet haben, werden die einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse B mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), die einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse C mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), die einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse D mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), die einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse E mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), die einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse F mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), die einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse G mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), die einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse H mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), die einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse I mit einem Gegenwert von jeweils zehn Euro (EUR 10.-), die einhunderttausend (100.000) neuen Aktien der Klasse J mit einem Gegenwert von

jeweils zehn Euro (EUR 10.-), durch die RABENA FOUNDATION gezeichnet, und sie werden durch letztere vollständig gezahlt durch die Einbringung der Bareinlage und der Forderungseinlage, wie sie in der Tagesordnung dieser notariellen Urkunde festgelegt wurden.

Die Gesamthöhe der Bareinlage und der Forderungseinlage beläuft sich auf dreihundert Millionen siebenhundertzwei- undvierzigtausend einhundertsevenundzwanzig Euro und achtunddreißig Cent (EUR 300.742.127,38); neun Millionen Euro (EUR 9.000.000.-) stellen den Betrag dar, um den das Kapital erhöht wird, und zweihunderteinundneunzig Millionen siebenhundertzweiundvierzigtausend einhundertsevenundzwanzig Euro und achtunddreißig Cent (EUR 291.742.127,38) werden proportional den zu jeder Aktienklasse zugehörigen Kapitalrücklagekonten zugewiesen.

Die Bareinlage in Höhe von neunundachtzig Millionen dreihundertzweiundfünfzigtausend einhundertneunundvierzig Euro und sechsundachtzig Cent (EUR 89.352.149,86) und von dreißig Millionen vierundsiebzigttausend achthundertvier Pfund und achtunddreißig Pence (GBP 30.074.804,38), was fünfunddreißig Millionen einhundertneunundsiebzigttausend dreihundertvierundzwanzig Euro und fünfunddreißig Cent (EUR 35.179.324,35) entspricht, wurde dem unterzeichnenden Notar durch eine Bankbestätigung nachgewiesen. Dieser Betrag steht nun der Gesellschaft PARMA INVESTMENTS S.A. frei zur Verfügung.

Die Bareinlage wurde in einem Wertgutachten beschrieben und bewertet, das durch die Gesellschaft mit beschränkter Haftung INTERAUDIT, Handels- und Firmenregister Luxemburg B29501, mit Geschäftssitz in L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faiencerie, erstellt wurde.

Die Schlussfolgerung des Gutachtens lautet:

"Based on the verification carried out as described above, we express no observation on the total value of the contribution, which corresponds at least to the number and the nominal value together with the share premium, of the shares to be issued as consideration."

Der Bericht wird, nachdem er mit "ne varietur" von den Mitgliedern des Vorstandes der Versammlung und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, dieser Urkunde zu Registrierungszwecken als Anhang beigelegt.

Die drei Aktionäre werden durch den/die oben genannte/n
kraft der drei privat ausgestellten Vollmachten vertreten.

Die drei Vollmachten, nachdem sie von den anwesenden Personen und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterzeichnet worden sind, bleiben der gegenwärtigen Urkunde als Anlagen beigelegt und werden mit derselben einregistriert.

Vierter Beschluss

Infolge der vorangegangenen Beschlüsse wird Artikel Fünf der Gesellschaftssatzung geändert und hat von nun an den folgenden Wortlaut:

" **Art. 5.** Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft wird auf zehn Millionen einunddreißigttausend Euro (EUR 10.031.000.-) festgesetzt, aufgeteilt in:

Dreitausendeinhundert (3,100) Stammaktien,
Einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse A,
einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse B,
einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse C,
einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse D,
einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse E,
einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse F,
einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse G,
einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse H,
einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse I, und
einhunderttausend (100.000) Aktien der Klasse J,

jede Aktie mit einem Gegenwert von zehn Euro (EUR 10.-), mit den in diesen Artikeln der Satzung aufgeführten Rechten und Pflichten, alle vollständig einbezahlt.

Vorausgesetzt, dass die anwendbaren Rechtsvorschriften eingehalten werden, kann das Aktienkapital der Gesellschaft von Zeit zu Zeit gemindert werden, indem eine vollständige Aktienklasse zurückgekauft und eingezogen wird, indem alle ausgegebenen Aktien dieser Klasse zurückgekauft und eingezogen werden, vorausgesetzt, dass die nachfolgend aufgeführte Reihenfolge für den Rückkauf eingehalten wird. Ein Rückkauf ist immer von der Gesellschaft zu veranlassen. Der/die Aktionäre haben nicht das Recht, einen Rückkauf ihrer Aktien zu erzwingen. Der Rückkaufpreis wird einerseits vereinbart von dem Aktionär, dessen Aktien eingezogen werden und andererseits der Hauptversammlung der Aktionäre, die den Rückkauf und die Einziehung der Aktien und entsprechend die Minderung des Aktienkapitals der Gesellschaft beschließt, wobei beide Parteien in vernünftiger Weise handeln und insbesondere die finanziellen Rechte, die mit der jeweiligen Aktienklasse gemäß dieser Satzung verbunden sind, berücksichtigen.

Eine Einziehung wie oben beschrieben ist in der folgenden Prioritätenreihenfolge durchzuführen:

(i) Aktien der Klasse A können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse B hat; wenn die Aktien der Klasse A eingezogen werden, wird die Gesellschaft gleichzeitig aufgelöst und liquidiert;

(ii) Aktien der Klasse B können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse C hat;

(iii) Aktien der Klasse C können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse D hat;

(iv) Aktien der Klasse D können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse E hat;

(v) Aktien der Klasse E können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse F hat;

(vi) Aktien der Klasse F können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse G hat;

(vii) Aktien der Klasse G können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse H hat;

(viii) Aktien der Klasse H können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse I hat;

(ix) Aktien der Klasse I können nicht eingezogen werden, wenn die Gesellschaft zum Zeitpunkt der Einziehung noch ausstehende Aktien der Klasse J hat;

Das oben Genannte beeinflusst nicht andere Arten der Kapitalminderung oder andere Formen der Verteilung.

Wenn das Aktienkapital der Gesellschaft durch den Rückkauf und die Einziehung einer Aktienklasse gemindert wird (in der in dem entsprechenden Artikel vorgegebenen Reihenfolge), berechtigen diese Aktienklassen die Halter dieser Klasse anteilig zu der Menge der von ihnen in dieser Klasse gehaltenen Aktien zu dem verfügbaren Betrag (jedoch beschränkt auf den gesamten Einziehungspreis, der von der Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt wird) und die Halter der zurückgekauften und eingezogenen Aktien erhalten von der Gesellschaft einen Betrag in der Höhe des Einziehungswerts pro Aktie für jede Aktie der entsprechenden Klasse, die von ihnen gehalten und nun eingezogen wird.

Der Einziehungswert pro Aktie wird berechnet, indem der gesamte Einziehungspreis durch die Anzahl der ausgegebenen Aktien der Aktienklasse geteilt wird, die zurückgekauft und eingezogen wird.

Der gesamte Einziehungspreis ist ein Betrag, der auf der Grundlage der entsprechenden Zwischenkonten vom Aufsichtsrat bestimmt und vom alleinigen Aktionär oder, bei mehreren Aktionären, durch die Hauptversammlung genehmigt wird. Der gesamte Einziehungspreis für jeder der Klassen J, I, H, G, F, E, D, C, B und A ist zum Zeitpunkt der Einziehung der entsprechenden Klasse der verfügbare Betrag, sofern nicht durch die Hauptversammlung der Aktionäre etwas anderes bestimmt wird, in einer Weise, wie sie für eine Änderung der Gesellschaftssatzung vorgesehen ist, jedoch unter der Voraussetzung, dass dieser Einziehungspreis niemals den verfügbaren Betrag überschreitet.

Bei Rückkauf und Einziehung der Aktien der entsprechenden Klasse wird der Einziehungswert pro Aktie fällig und ist von der Gesellschaft zu zahlen.

Die Gesellschaft darf ihre eigenen Aktien kaufen.

In diesem Artikel haben die folgenden Ausdrücke die folgende Bedeutung:

Verfügbarer Betrag	<p>Bezeichnet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich der Ergebnisvorträge) in dem Umfang, in dem der Aktionär gemäß ARTIKEL 15 der Gesellschaftssatzung zur Dividendenausschüttung berechtigt gewesen wäre, zuzüglich (i) frei ausschüttbarer Rücklagen einschließlich der Kapitalrücklage sowie des Kapitaleinzahlungskontos (compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres») und (ii) gegebenenfalls des Betrags der Minderung des Aktienkapitals und der gesetzlichen Rücklagen hinsichtlich der einzuziehenden Aktienklasse, jedoch abzüglich (i) von Verlusten (einschließlich Verlustvorträgen) und (ii) aller Beträge, die auf Grund von gesetzlichen Vorschriften oder der Gesellschaftssatzung (einer) Rücklage(n) zugeführt werden sollen, jedes Mal wie es in den entsprechenden Zwischenkonten dargelegt wird (es wird klargestellt, dass nicht doppelt gezählt wird), so dass:</p> $VB = (NG + P + KM) - (V + GR)$ <p>Wobei:</p> <p>VB = Verfügbarer Betrag</p> <p>NG = Nettogewinn (einschließlich Gewinnvorträgen)</p> <p>P = frei ausschüttbare Rücklagen (einschließlich des Aktienkapitals und des Kapitalkontos)</p> <p>KM = Der Betrag der Minderung des Aktienkapitals und der Minderung der gesetzlichen Rücklage, das bzw. die mit der einzuziehenden Aktienklasse verbunden ist</p> <p>V = Verluste (einschließlich Verlustvorträgen)</p> <p>GR = Beträge, die gemäß den gesetzlichen Bestimmungen oder der Gesellschaftssatzung in Rücklage(n) eingebracht werden</p>
Zwischenkonten	Bezeichnet die Zwischenkonten der Gesellschaft zum entsprechenden Zwischenkonten-Stichtag.
Zwischenkonten- Stichtag	Bezeichnet ein Datum, das nicht mehr als acht (8) Tage vor dem Tag des Rückkaufs und des Einziehens der Aktienklasse liegt.
"	

Fünfter Beschluss

Infolge der vorangegangenen Beschlüsse wird Artikel Vier der Gesellschaftssatzung geändert und hat von nun an den folgenden Wortlaut:

" **Art. 4.** Der Gegenstand des Unternehmens ist der Erwerb, die Verwaltung, die Erweiterung von und die Verfügung über Beteiligungen in jeder Form an Unternehmen im In- und Ausland. Die Gesellschaft kann auch Darlehen abschließen und jede Art von Unterstützung finanzieller und nicht finanzieller Art gewähren sowie Darlehen, Vorschüsse und Sicherheiten oder Nebensicherheiten für oder zu Gunsten von Gesellschaften gewähren, an denen sie mittelbar oder unmittelbar beteiligt ist, sowie für ihre angeschlossenen Unternehmen einschließlich der Aktionäre.

Des Weiteren kann die Gesellschaft alle anderen Sicherheiten durch Zeichnung, Kauf, Tausch, Verkauf oder auf andere Weise erwerben oder darüber verfügen.

Sie kann ebenso Patente und Lizenzen erwerben oder erweitern sowie die Rechte, die sich daraus ergeben oder die diese ergänzen.

Zusätzlich kann das Unternehmen Immobilien in Luxemburg oder im Ausland erwerben, verwalten, erweitern oder darüber verfügen.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft alle kommerziellen, industriellen und finanziellen Handlungen sowohl im Bereich Sicherheiten als auch im Immobilienbereich vornehmen, die dazu geeignet sind, die oben genannten Zwecke zu fördern oder zu unterstützen."

Sechster Beschluss

Der Aufsichtsrat der Gesellschaft wird durch die Einführung von A-Direktoren und B-Direktoren restrukturiert.

Siebter Beschluss

Die aktuellen Direktoren der Gesellschaft werden folgendermaßen neu klassifiziert:

- Herr Philip J. E. MORGAN als A-Direktor und Vorsitzender des Aufsichtsrats
- Herr Paul CAROLL als A-Direktor
- Herr Vincent REGNAULT als B-Direktor
- Herr Andrew O'SHEA als B-Direktor
- Frau Mounira MEZIADI als B-Direktorin.

Achter Beschluss

Infolge der vorangegangenen Beschlüsse werden Artikel Sechs und Neun der Gesellschaftssatzung geändert und haben von nun an den folgenden Wortlaut:

" **Art. 6.** Die Gesellschaft wird von einem Aufsichtsrat verwaltet, der sich aus mindestens drei Direktoren zusammensetzt, entweder der Kategorie A oder der Kategorie B, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Direktoren werden in einer Hauptversammlung gewählt; diese legt ihre Anzahl, ihre Vergütung und ihre Amtszeit fest. Die Amtszeit eines Direktors darf nicht sechs Jahre überschreiten und die Direktoren bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Die Direktoren können für darauffolgende Amtszeiten wiedergewählt werden.

Die Direktoren werden durch eine einfache Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt. Ein Direktor kann jederzeit mit oder ohne Begründung durch die Hauptversammlung der Aktionäre abgesetzt werden.

Sollte das Amt eines Direktors durch einen Todesfall, eine Pensionierung oder aus anderem Grunde unbesetzt sein, kann diese unbesetzte Position in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften zeitweise bis zur nächsten Versammlung der Aktionäre anderweitig besetzt werden."

" **Art. 9.** Die Gesellschaft wird unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift eines Direktors der Kategorie A und eines Direktors der Kategorie B rechtlich gebunden, unbeschadet besonderer Entscheidungen, die hinsichtlich der bevollmächtigten Unterschrift bei einer Bevollmächtigung oder Stellvertretung gemäß Artikel 10 dieser Gesellschaftssatzung getroffen wurden."

Aufwendungen

Die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Unkosten, die für diese Urkunde zu tragen sind, werden auf acht tausend Euro geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der der englischen und der deutschen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der oben genannten erscheinenden Personen diese Urkunde in englischer Sprache verfasst wird, gefolgt von einer deutschen Version; auf Wunsch derselben erscheinenden Personen und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist der englische Text maßgeblich.

ZU URKUND DESSEN, wurde diese notarielle Urkunde in Luxemburg verfasst, An dem zu Beginn dieses Dokuments genannten Tag.

Das Dokument wurde den erscheinenden Personen, die dem Notar mit Nachname, Vorname, Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, vorgelesen, die genannten Personen unterzeichneten zusammen mit dem Notar diese Originalurkunde.

Signé: P. MORGAN, T. MARK M. MEZIADI, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 août 2013. Relation: LAC/2013/39225. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Référence de publication: 2013123293/791.

(130149573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Annea Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 137.653.

—
EXTRAIT

- Il résulte des résolutions de l'associé unique signées en date du 1^{er} septembre 2013 que M. Matthias Sprenker a démissionné de son mandat de gérant, avec effet immédiat, et le gérant de la Société sera désormais:

Nom/Prénom: Barthels Yves;

Date de naissance: 10/10/1973;

Lieu de naissance: Luxembourg;

Pays de naissance: Luxembourg;

Adresse professionnelle: 16, avenue Pasteur

L-2310 Luxembourg

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Référence de publication: 2013124616/19.

(130151993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Alimentation Floris S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1514 Luxembourg, 1, rue Xavier de Feller.

R.C.S. Luxembourg B 74.785.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille treize,

Le vingt-six août,

Pardevant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange, soussigné,

A comparu

Florin ION, ouvrier, né à Craiova (Roumanie), le 3 janvier 1969, demeurant à L-5825 Fentange, 17, rue Victor Feyder.

Le comparant requiert le notaire d'acter ce qui suit:

- ALIMENTATION FLORIS S. à r.l. avec siège social à L-1514 Luxembourg, 1, rue Xavier de Feller, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 74 785 a été constituée suivant acte du notaire Tom METZLER de Luxembourg du 8 mars 2000, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 473 du 5 juillet 2000.

- Le capital de ALIMENTATION FLORIS S. à r.l., prédite est fixé à cinq cent mille (500.000.-) francs luxembourgeois, représenté par cent (100) parts sociales de cinq mille (5.000.-) francs luxembourgeois chacune.

- Florin ION, prédit, est propriétaire des cent (100) parts sociales de ladite Société et a décidé de dissoudre et de liquider la Société, celle-ci ayant cessé toute activité.

- Par la présente, il prononce en conséquence la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

- L'associé unique déclare avoir réglé tout le passif de la Société et avoir transféré tous les actifs à son profit.

L'associé unique se trouve donc investi de tous les éléments actifs de la Société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société, même inconnus à l'heure actuelle.

Il reconnaît avoir été informé par le notaire sur la portée de cela et déclare persister dans son intention.

Il réglera également les frais des présentes.

- Partant la liquidation de la Société est achevée et la Société est à considérer comme définitivement liquidée.

- Décharge pleine et entière est accordée aux gérants pour l'exécution de leur mandat.

- Les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq (5) ans au domicile privé du comparant.

Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: F. ION, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 août 2013. Relation: EAC/2013/11159. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 03 septembre 2013.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2013124613/42.

(130152057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

April Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 93.486.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

APRIL INVESTMENTS S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013124621/12.

(130151731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Apollinaire S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 152.882.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 30 juillet 2013

Démission de l'administrateur-unique

Monsieur Hubert SILLY

Nomination du nouvel administrateur-unique

- Monsieur Dominique DELABY

né le 8 avril 1955 à Marcq-en-Barœul (F)

demeurant à L-5943 Itzig, 6, rue Jean-Pierre Lanter

Le mandat de l'administrateur-unique ainsi nommé prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Transfert du siège social avec effet au 1^{er} septembre 2013

L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013124620/20.

(130151651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Arbor-Vita S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6495 Echternach, 9, op Troo.

R.C.S. Luxembourg B 151.937.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 3 septembre 2013.

Référence de publication: 2013124622/10.

(130152234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

ATTELA Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.

R.C.S. Luxembourg B 163.850.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013124623/10.

(130152207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

ALS Holdings (International), Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 91.300,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 117.080.

Il résulte d'une résolution prise par l'organe de gestion de la Société et datée du 27 août 2013 que le siège social de la Société a été transféré du 15 boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec prise d'effet à dater du 1^{er} septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 septembre 2013.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013124614/14.

(130151578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Ballainvilliers PPP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 129.577.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associé unique de la Société en date du 28 août 2013:

1. La démission de Monsieur Carlo SCHNEIDER, gérant de la Société, a été acceptée avec effet au 1^{er} septembre 2013.

2. Monsieur Fabrice HABLOT, né le 23 mars 1978 à Brest (France) et demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg a été nommé gérant de la Société avec effet au 1^{er} septembre 2013 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Référence de publication: 2013124624/17.

(130151985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Bimeda Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 176.135.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 23 avril 2013

1. M. Paul BRADY, administrateur de sociétés, né à Baile Atha Cliath/Dublin (Irlande), le 27 février 1967, demeurant au 4, Killashee House Hotel, Killashee, Naas, County Kildare (Irlande), a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.

2. M. Vincent REGNAULT, administrateur de sociétés, né à Anderlecht (Belgique), le 4 septembre 1982, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

3. Le nombre des gérants a été augmenté de 5 (cinq) à 7 (sept).

Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Bimeda Finance S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013124628/19.

(130152213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Bartola S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 33.534.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société, tenue à la date du 26 août 2013, que les mandats des administrateurs Mme Nicole Reinert, avec nouvelle adresse professionnelle établie à L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf, M. Marcel Recking, demeurant professionnellement à L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau, et M. Ahti Vilppula, demeurant à La Trinidad, Apt 234 CTRA-ISTAN 1Km, E-29600 Marbella, ainsi que le mandat du commissaire, la société Juria Consulting S.A., avec nouveau siège social établi à L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf, ont été renouvelés pour une période prenant fin lors de l'assemblée annuelle statuant sur l'exercice 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Pour avis et extrait conforme

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013124634/18.

(130151830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

BE International Equities S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 135.172.

—
Extrait de la résolution circulaire du conseil d'administration du 29 mai 2013

Le conseil d'administration décide de transférer le siège social de la Société du 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg au 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013124642/13.

(130151654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Baumann & Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2630 Luxembourg, 145, rue de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 138.247.

—
Im Jahre zwei tausend dreizehn, den siebten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in außerordentlicher Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft "Baumann & Partners S.A.", mit Sitz in L-2630 Luxembourg, 145, rue de Trèves, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 138.247, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 23. April 2008 veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1274 vom 26. Mai 2008,

deren Satzungen wurden mehrmals abgeändert und zum letzten Mal gemäß Urkunden aufgenommen durch den amtierenden Notar am 15. November 2010, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 231 vom 4. Februar 2011.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr John BAUMANN, Direktor, wohnhaft in L-9164 Lipperscheid, 15, op dem Gaart (Luxemburg)

Der Vorsitzende beruft zur Schriftführer Herr Marcel BOGDHORN, Geschäftsführer von Investmentgate Financial Services GmbH, berufsansässig in Gräfelfing (Deutschland).

Die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herr Edgar BAUSCHERT, Direktor, wohnhaft in D-54441 Ayl, Bachweg, 1 (Deutschland).

Der Vorstand der Versammlung war damit bestellt und der Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

A) Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

Tagesordnung:

1. Das Kapital der Gesellschaft wird um 185.000,- EURO (einhundertfünfundachtzigtausend Euro), welche vollständig hinterlegt sind, erhöht. Die Erhöhung des Kapitals wird durch die Ausgabe von 1.850,- (eintausendachtundfünfzig) neuen Aktien vorgenommen und wird das Kapital der Gesellschaft auf 1.106.300,- EURO (eine Million einhundertsechstaushundert dreihundert Euro) erhöhen.

2. Zeichnung der neu geschaffenen Aktien durch die Aktionäre, welche ihrem Aktienanteil entsprechend Kapital hinterlegt haben und ihr Zeichnungsrecht wahrnehmen. Dies bedeutet automatischer Verzicht der Aktionäre, welche kein Kapital hinterlegt haben, auf ihr Zeichnungsrecht.

3. Änderung des Artikels fünf der Satzung wie folgt:

Art. 5. (alinéa premier). Le capital souscrit est fixé à un million cent et six mille trois-cents euros (EUR 1.106.300,-), représenté par onze mille soixante-trois (11.063) actions de cent euros (EUR 100,-) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

4. Änderung der Satzung von Französisch auf Deutsch.

5. Verschiedenes.

B) Dass diese ausserordentliche Gesellschafterversammlung per Einsschreiben mit vorstehender Tagesordnung am 22. Juli 2013, einberufen wurde.

C) Dass die anwesenden oder vertretenden Gesellschafter, sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien, in einer Anwesenheitsliste vermerkt werden; diese Anwesenheitsliste wird von den anwesenden Gesellschaftern, den Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter, den Mitgliedern des Vorstandes der Versammlung und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet.

D) Dass die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter, von den Mitgliedern des Vorstandes der Versammlung und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet, dieser Urkunde beigegeben wird, um mit derselben einregistriert zu werden.

E) Dass von den 9.213 (neun tausend zwei hundert dreizehn) ausgegebenen Aktien 8.271 (achttausend zweihundert einundsiebzig) Aktien vertreten sind, welche 89,77 % (neunundachtzig komma siebenundsiebzig Prozent) Kapital darstellen, und dass alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, die besagte Einberufung erhalten zu haben und dass sie vor Versammlungsdatum über die Tagesordnung verfügen konnten.

F) Dass diese Versammlung, welche 89,77 % (neunundachtzig komma siebenundsiebzig Prozent) des Gesellschaftskapitals vertreten, ordnungsgemäß einberufen wurde und dass rechtsgültige Beschlüsse über alle in der Tagesordnung angegebenen Themen gefasst werden können.

Alsdann hat die Generalversammlung, nach eingehender Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt das Gesellschaftskapital um einhundert fünfundachtzig tausend Euro (185.000,- EUR) zu erhöhen, um es von seinem aktuellen Stand von neun hundert einundzwanzig tausend dreihundert (921.300,- EUR) auf eine Million einhundertsechstausend dreihundert Euro (1.106.300,- EUR) aufzustocken, durch Schaffung und Ausgabe von eintausend achthundert fünfzig (1.850) neuen Aktien, mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100,- EUR), welche die gleichen Rechte und Pflichten haben, wie die bestehenden Aktien.

Zeichnung und Einzahlung

Die eintausend achthundert fünfzig (1.850) neuen Aktien, mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100,- EUR), wurden wie folgt gezeichnet:

1.- Herr Edgar BAUSCHERT, Direktor, wohnhaft in D-54441 Ayl, Bachweg, 1, (Deutschland), hier anwesend,, erklärt acht hundert zehn (810) neue Aktien, mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100,- EUR), zu zeichnen und für eine Summe von einundachtzig tausend Euro (81.000 EUR) in bar einzuzahlen.

2.- Herr John BAUMANN, Direktor, wohnhaft in L-9164 Lipperscheid, 15, op dem Gaart (Luxemburg), hier anwesend, erklärt siebenhundert einunddreissig (731) neue Aktien, mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100,- EUR), zu zeichnen und für eine Summe von dreiundsiebzig tausend einhundert Euro (73.100,- EUR) in bar einzuzahlen.

3.- Investmentgate Financial Services GmbH, mit Sitz in D-82166 Gräfelfing, Irmfriedstraße 31 (Deutschland), hier vertreten durch seinen Geschäftsführer Herr Marcel BOGDH, berufsansässig in Gräfelfing auf Grund einer ihm ausgestellten Vollmacht, erklärt dreihundert neun (309) neue Aktien, mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100,- EUR), zu zeichnen und für eine Summe von dreissigtausend neunhundert Euro (30.900,- EUR) in bar einzuzahlen.

Alle neu geschaffenen und gezeichneten Aktien wurden vollends in bar eingezahlt so, dass die Summe von einhundert fünfundachtzig tausend Euro (185.000,- EUR) der Gesellschaft zur freien Verfügung steht wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich bestätigt.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt auf Grund des vorstehenden Beschluss Absatz 1 von Artikel 5 der Satzung folgenden Wortlaut zu erteilen:

" **Art. 5. (alinéa premier).** Le capital souscrit est fixé à un million cent et six mille trois-cents euros (EUR 1.106.300,-), représenté par onze-mille soixante-trois (11.063) actions de cent euros (EUR 100,-) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.,,

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Sprache der Satzung von Französisch auf Deutsch zu ändern und somit die Satzung komplett neuzufassen, welche nun den folgenden Wortlaut erhält:

„Titel I - Name, Sitz, Dauer, Zweck

Art. 1. Hiermit wird eine Aktiengesellschaft („société anonyme“) namens "Baumann & Partners S.A." (im Folgenden: "Gesellschaft") gegründet. Sie unterliegt der vorliegenden Satzung und dem geänderten luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften.

Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Gemeinde Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung gemäß den Bestimmungen dieser Satzung aufgelöst werden.

Art. 2. Der Gesellschaftszweck sind alle im Zusammenhang mit der Tätigkeit als Vermögensverwalter, welche im Artikel 24-3 des Gesetzes vom 5 April 1993 über den Finanzsektor definiert ist (in der jeweils geänderten Fassung), stehenden Aktivitäten und beinhaltet ebenfalls die generelle Beratung in Finanzangelegenheiten, die Maklertätigkeit und die Kommissionärstätigkeit, welche in den Artikeln 24, 24-1 und 24-2 des Gesetzes vom 5 April 1993 definiert sind.

Die Gesellschaft kann Beteiligungen in jeder luxemburgischen oder ausländischer Gesellschaft oder Firma nehmen, welchen den selben oder einen ähnlichen Zweck verfolgt.

Die Gesellschaft kann darüber hinaus alle sonstigen wirtschaftlichen, industriellen, und finanziellen Tätigkeiten sowie Tätigkeiten in Bezug sowohl auf bewegliches als auch auf unbewegliches Vermögen durchführen, die mit dem Gesellschaftszweck in unmittelbarem oder mittelbarem Zusammenhang stehen oder die sie zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks für sachdienlich hält.

Titel II - Kapital, Aktien

Art. 3. Das Gesellschaftskapital beträgt eine Million einhundertsechstausend dreihundert Euro (1.106.300,- EUR) und ist eingeteilt in elftausend dreiundsechzig (11.063) Stückaktien mit einem Nennwert von jeweils einhundert Euro (100,- EUR).

Art. 4. Die Aktien können nach Wahl der Aktionäre in Form von Inhaberaktien oder Namensaktien emittiert werden mit Ausnahme derjenigen Aktien, für die Inhaberaktien gesetzlich vorgeschrieben sind.

Für die Gesellschaftsanteile können auf Wunsch des Aktionärs Sammelurkunden ausgegeben werden.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben. Der Tod oder die Auflösung des alleinigen Aktionärs (oder irgendeines anderen Aktionärs) führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

Die Gesellschaft kann mit ihren freien Reserven ihre eigenen Anteile gemäß Artikel 49-2 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften zurückkaufen.

Das Gesellschaftskapital kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre in Einklang mit dem Gesellschaftsvertrag in einer oder mehreren Stufen aufgestockt oder verringert werden.

Die Hauptversammlung kann den Verwaltungsrat mit der Durchführung derartiger Änderungen des Gesellschaftskapitals beauftragen.

Wird die Hauptversammlung ersucht, über derartige Änderungen des Gesellschaftskapitals abzustimmen, kann sie das Zeichnungsprivileg der bestehenden Aktionäre einschränken oder ganz aufheben.

Titel III - Verwaltungsrat

Art. 5. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche keine Aktionäre sein müssen.

Falls die Gesellschaft jedoch von einem einzigen Aktionär gegründet wurde oder in der Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt wird, dass alle Aktien der Gesellschaft von einem einzigen Aktionär gehalten werden, kann ein einzelnes Verwaltungsratsmitglied die Geschäfte der Gesellschaft bis zur nächsten ordentlichen Hauptversammlung führen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden in der ordentlichen Hauptversammlung für eine Dauer von bis zu sechs Jahren gewählt und verbleiben in ihrer Funktion, bis ihre Nachfolger ernannt worden sind. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandats werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre festgesetzt.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung mit oder ohne Anlass und mit einfacher Mehrheit der gültigen Stimmen gewählt oder abberufen; eine Wiederwahl ist möglich.

Wird eine juristische Person zum Verwaltungsratsmitglied ernannt, so bestellt sie einen ständigen Vertreter, der in ihrem Namen handelt. Die juristische Person kann ihren Vertreter erst abberufen, wenn sie für ihn gleichzeitig einen Nachfolger bestellt.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds durch Tod, Ruhestand oder aus sonstigen Gründen frei, so können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend bis zur nächsten Hauptversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestellen.

Art. 6. Der Verwaltungsrat hat unter Berücksichtigung der einschlägigen Rechtsvorschriften und der vorliegenden Satzung umfassende Befugnisse für alle Handlungen, die er zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks für notwendig oder zweckmäßig hält.

Besteht der Verwaltungsrat aus einer einzigen Person, so besitzt sie sämtliche Verwaltungsratsbefugnisse.

Der Verwaltungsrat ist zur Emission von frei übertragbaren oder nicht übertragbaren Namens- und Inhaberschuldverschreibungen jeglicher Art und Währung berechtigt. Diese Emission ist auf die Höhe des Gesellschaftskapitals beschränkt.

Der Verwaltungsrat bestimmt in diesem Zusammenhang Art, Preis, Zinssatz sowie Ausgabe- und Rückzahlungskonditionen und alle sonstigen diesbezüglichen Konditionen.

Über die auf den Namen lautenden Schuldverschreibungen wird am Gesellschaftssitz ein Register geführt.

Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden.

Auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitglieder tritt der Verwaltungsrat an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort zusammen.

Der Vorsitzende leitet alle Versammlungen der Aktionäre und des Verwaltungsrates; ist er abwesend, kann der Verwaltungsrat unter den anwesenden Mitgliedern mit Stimmenmehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied bestimmen, das in den Versammlungen vorübergehend den Vorsitz übernimmt.

Eine Sitzung des Verwaltungsrates bedarf einer schriftlichen Einladung der Verwaltungsratsmitglieder. Sie muss ihnen mindestens 24 Stunden vor dem vorgesehenen Sitzungstermin durch Telefax oder E-Mail (ohne elektronische Unterschrift) zugehen, außer in dringlichen Fällen, in denen Art und Gründe der Dringlichkeit in dem Schreiben genannt werden. Ein derartiges Einladungsschreiben ist entbehrlich, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied dazu per Brief, Telefax oder E-Mail (ohne elektronische Unterschrift) oder ein anderes Kommunikationsmittel seine Zustimmung erteilt, wobei eine Kopie als ausreichender Beleg gilt.

Für eine Sitzung des Verwaltungsrates, deren Ort und Zeit bereits zuvor in einem Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt wurden, ist ein gesondertes Einberufungsschreiben nicht erforderlich.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Versammlung des Verwaltungsrats teilnehmen, indem es per Brief, per Fernschreiben, per elektronischer Post (ohne elektronische Unterschrift) oder ein anderes Kommunikationsmittel eine andere Person zu seinem Vertreter ernennt. Eine Kopie des entsprechenden Schreibens genügt als Beleg. Ein Verwaltungsratsmitglied kann einen oder mehrere Kollegen vertreten.

Verwaltungsratsmitglieder können an einer Sitzung auch im Rahmen einer Telekonferenz durch eine Konferenzschaltung oder sonstige Kommunikationsmittel teilnehmen, die es allen Sitzungsteilnehmern ermöglichen, alle anderen an der Sitzung teilnehmenden Mitglieder durchgehend zu hören, so dass alle Teilnehmer an der Sitzung wirksam teilnehmen können. Die Teilnahme an einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel gilt als persönliche Teilnahme an der Sitzung, und eine mit solchen Mitteln abgehaltene Sitzung gilt als eine Sitzung am Gesellschaftssitz.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, sofern die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse werden mit Zustimmung der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Im Fall der Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Der Verwaltungsrat kann einstimmige (Umlauf-)Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege fassen, sei es per Brief, Telefax oder E-Mail (ohne elektronische Unterschrift) oder durch ein anderes Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie als ausreichender Beleg gilt. Das Sitzungsprotokoll gilt als Beleg für die Beschlussfassung.

Der Verwaltungsrat kann einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder anderen Bediensteten sämtliche oder einen Teil seiner Befugnisse für die tägliche Geschäftsführung und die Vertretung der Gesellschaft übertragen.

Art. 7. Die Gesellschaft wird nach außen durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder die Einzelunterschrift eines geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds im Rahmen der diesem erteilten Befugnisse, oder im Falle eines alleinigen Verwalters durch dessen alleinige Unterschrift, rechtswirksam vertreten. Für die Vertretung der Gesellschaft gegenüber Behörden genügt die Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 8. Die Gesellschaft verpflichtet sich, jedes Verwaltungsratsmitglied für Verluste, Schäden und Kosten zu entschädigen, die ihm im Zusammenhang mit einer Klage entstehen könnten, an der es in seiner derzeitigen oder früheren Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied beteiligt ist, außer wenn mit rechtskräftigem Urteil festgestellt wurde, dass es wegen grober Fahrlässigkeit oder vorsätzlicher Pflichtverletzung zu haften hat.

Titel IV - Aufsicht

Art. 9. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, die nicht Aktionäre zu sein brauchen und für bis zu sechs Jahre ernannt werden. Eine Wiederwahl ist zulässig. Sie können jederzeit abberufen werden.

Titel V - Hauptversammlung

Art. 10. Die ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung vertritt sämtliche Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die weitestgehenden Befugnisse, um hinsichtlich der Tätigkeiten der Gesellschaft Anordnungen zu treffen, Handlungen auszuführen oder zu ratifizieren. Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben. Der Tod oder die Auflösung eines Aktionärs führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

Die Hauptversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auch auf schriftlichen Antrag von Aktionären einberufen werden, die mindestens zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals vertreten. Ebenso können Aktionäre, die mindestens zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft vertreten, die Hinzufügung eines oder mehrerer Punkte auf die Tagesordnung einer Hauptversammlung beantragen. Ein solcher Antrag ist mit eingeschriebenem Brief spätestens fünf (5) Tage vor dem Termin der Hauptversammlung an den Sitz der Gesellschaft zu richten.

Wenn alle Aktionäre in einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind und bestätigen, dass sie die Tagesordnung kennen, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Einberufung stattfinden.

Für die Einberufungsschreiben und die Abhaltung der Hauptversammlungen gelten, soweit diese Satzung nichts anderes vorsieht, die gesetzlichen Bestimmungen über die Beschlussfähigkeit und Fristen.

Aktionäre, die an einer Hauptversammlung per Videokonferenz oder mit Hilfe anderer Kommunikationsmittel teilnehmen, die ihre Identifikation ermöglichen, gelten in Bezug auf die Beschlussfähigkeit und Abstimmungen als anwesend. Das verwendete Kommunikationsmittel muss gewährleisten, dass sämtliche Sitzungsteilnehmer einander fortwährend hören und an der Sitzung wirksam teilnehmen können.

Jeder Anteil hat eine Stimme. Jeder Aktionär kann an einer Aktionärsversammlung teilnehmen, indem er per Brief, E-Mail (ohne elektronische Unterschrift), Telefax oder ein anderes Kommunikationsmittel einen Vertreter ernennt, wobei eine Kopie des entsprechenden Schreibens als Beleg genügt.

Die Stimmabgabe kann per Brief oder Fernschreiben, adressiert an den Gesellschaftssitz oder die im Einberufungsschreiben genannte Adresse, erfolgen. Die Aktionäre dürfen nur die von der Gesellschaft abgegebenen Stimmzettel verwenden, die mindestens die folgenden Angaben enthalten: Ort, Datum und Zeit der Hauptversammlung, Tagesordnung der Hauptversammlung, die der Hauptversammlung zur Entscheidung vorgelegten Abstimmungsgegenstände und für jeden Abstimmungsgegenstand drei Kästchen, in denen der Aktionär ankreuzen kann, ob er dem vorgeschlagenen Beschluss zustimmt, ihn ablehnt oder ob er sich der Stimme enthält.

Stimmzettel, die weder die Zustimmung noch die Ablehnung oder eine Stimmenthaltung zum vorgeschlagenen Beschluss anzeigen, sind ungültig. Die Gesellschaft berücksichtigt nur Stimmzettel, die vor der Hauptversammlung der Aktionäre eingegangen sind, auf die sie sich beziehen.

Die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung werden mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen getroffen, außer bei Abstimmungen über eine Änderung der Satzung. In diesem Fall werden Entscheidungen mit einer Zweidrittelmehrheit der gültig abgegebenen Stimmen getroffen.

Der Verwaltungsrat kann alle sonstigen Bedingungen für die Teilnahme an Versammlungen der Aktionäre festlegen.

Art. 11. Die jährliche Hauptversammlung findet am 1. Mittwoch im Monat Mai um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an einem anderen im Einberufungsschreiben angegebenen Ort statt.

Fällt dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag, findet die Hauptversammlung am nächsten darauf folgenden Werktag statt.

Titel VI - Geschäftsjahr / Gewinne

Art. 12. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13. Es werden jährlich fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft als gesetzliche Rücklage abgeführt. Diese Abführung ist zwingend, bis die Rücklage zehn Prozent (10 %) des in Artikel 3 dieser Satzung vorgesehenen Gesellschaftskapitals bzw. des nach Artikel 3 aufgestockten oder verringerten Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Über die Verwendung des verbleibenden jährlichen Nettogewinns entscheidet auf Vorschlag des Verwaltungsrats die Hauptversammlung der Aktionäre.

Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften Zwischendividenden ausschütten.

Titel VII - Anwendbares Recht

Art. 14. Für alle durch diese Satzung nicht geregelten Punkte gilt das geänderte Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften."

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt aufgrund der Änderung der Satzungssprache beim Handel- und Gesellschaftsregister von Luxemburg die Bezeichnung „Conseil d'administration" durch „Verwaltungsrat" und „Administrateur" durch „Verwaltungsratsmitglied" zu ersetzen, damit diese Angaben stimmig sind.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt 1.500,- EUR veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für abgeschlossen.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: John BAUMANN, Marcel BOGDHANN, Edgar. BAUSCHERT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 13 août 2013. Relation GRE/2013/3356. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013124638/257.

(130151679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Belval Plaza Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 7, avenue du Rock'n Roll.
R.C.S. Luxembourg B 115.602.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013124625/9.

(130151863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Belval Plaza I Mall S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 7, avenue du Rock'n Roll.
R.C.S. Luxembourg B 120.932.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013124626/9.

(130151862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Wychbury (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 166.953.

Les comptes annuels au 31 janvier 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013124545/9.

(130151216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Wintr S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 79.176.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013124549/9.

(130150911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

BCD Travel Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 15, rue des Scillas.
R.C.S. Luxembourg B 36.786.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013124640/9.

(130151693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Bonanza Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7610 Larochette, 18, place Bleech.
R.C.S. Luxembourg B 128.513.

Les comptes annuels au 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013124656/9.

(130151738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Blue Green & BurgGolf Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 42.837.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013124630/10.

(130151768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Bio-Consult Gmbh, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 28, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 112.525.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 3 septembre 2013.

Référence de publication: 2013124629/10.

(130151665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

APL Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 139.541.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013124619/10.

(130151641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Anthemis Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.982.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Référence de publication: 2013124618/10.

(130151965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Bendler Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 150.853.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Bendler Investments S.à r.l.

Paul Galliver

Manager

Référence de publication: 2013124627/14.

(130152215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Bartola S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 33.534.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013124636/10.

(130151832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Bartola S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 33.534.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013124635/10.

(130151831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

AudienceScience (Luxemburg) GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 155.026.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AudienceScience (Luxemburg) GmbH

Signatures

Référence de publication: 2013124608/11.

(130151746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

BRE/GH II Dresden V Manager S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 124.006.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013124658/9.

(130152053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Bluespace Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 735.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 109.512.

Il résulte d'une résolution prise par l'organe de gestion de la Société et datée du 27 août 2013 que le siège social de la Société a été transféré du 15 boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec prise d'effet à dater du 1^{er} septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 septembre 2013.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013124654/14.

(130151577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

C Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 161.920.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125707/9.

(130153085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Blake S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.766.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125687/9.

(130152979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

BSI Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 74.425.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125703/9.

(130153372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

C Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 161.920.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125708/9.

(130153267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Careland Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 168.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125711/9.

(130153110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Bergamia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 130.074.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125698/9.

(130153010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Flex Multimedia Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 157.426.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013126492/9.

(130153768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

E.C. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 99.834.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013126455/9.

(130153683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Européenne de Real Estates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 93.512.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127056/9.

(130155128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

European Sugar Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 154.517.

Les comptes annuels au 30/09/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127058/9.

(130154549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Eagle Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 97.298.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127059/9.

(130155141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Edgar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 126.895.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127065/9.

(130154875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

EM-Jot S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 122.246.

—
Rectificatif du dépôt N° L130143297

Extrait de transfert de parts sociales

Il résulte d'un acte signé en date du 26 juillet 2013 que Madame Lucyna Michalska a transféré les 80 parts sociales qu'elle détenait dans la société EM-JOT SàRL SPF en faveur de madame Malgorzata Michalska

En conséquence, les parts sociales sont détenues comme suit:

- Paulina Julia Remi-Michalska: 100 parts sociales (en indivision avec M. Jan Jacek Michalski)
- Jan Jacek Michalski: 100 parts sociales (en indivision avec Mme Paulina Julia Remi-Michalska)
- Malgorzata Michalska: 100 parts sociales

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013127069/17.

(130154958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

European Estate Bureaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 145.829.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127076/9.

(130154799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

European Estate Bureaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 145.829.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127077/9.

(130154800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Finsign S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 56.857.

—
Extrait des résolutions adoptées en date du 5 septembre 2013, lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société FINSIGN S.A.

- L'assemblée a accepté avec effet au 31 juillet 2013 la démission de Madame Noeleen GOES-FARRELL, employée privé, née à Dublin, le 28 décembre 1966, résidant professionnellement au 127 rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, de ses fonctions d'administrateur de la Société;

- L'assemblée a décidé de nommer au poste d'administrateur de la Société, Mr. Nicolas MILLE, employé privé, né à Antony (France), le 08 février 1978, demeurant professionnellement au 127 rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, avec effet au 31 juillet 2013 et ce, jusqu'au 12 décembre 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FINSIGN S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013127088/19.

(130154765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.
